

#46

prix 1,50 euro | 54e année | mars-avril 2010

BELGIE-BELGIQUE

P.B. 1/9352

BUREAU DE DÉPÔT

BRUXELLES 7

MAR-AVR 2010

# la gauche

comprendre le monde pour le changer

**LES TRAVAILLEURS  
NE SONT PAS  
DES KLEENEX!**



- 3 Une bulle après l'autre par Freddy De Pauw
- 4 Accident ferroviaire à Hal par Rosa Pasionaria
- 6 Carrefour: la parole aux grévistes
- 9 Convention 2010 à La Poste, un recul par Serge Alvarez
- 10 La prison, une marchandise très lucrative par David Martens
- 12 Pensions: Le grand bluff par Guy Van Sinoy
- 14 Contrôle des chômeurs par Denis Horman
- 15 Disponibilité des chômeurs par Freddy Bouchez
- 16 Communiqué: Pourquoi la LCR s'oppose à toute interdiction du foulard à l'école
- 17 Karima: "Porter le voile pour s'affirmer" par Céline Sylvestre
- 18 La jeunesse au congrès mondial par Mauro Gasparini
- 19 La majorité électorale par Céline Caudron
- 20 Féminisme et droit de choisir par Nicolas, Liège
- 22 Réguler les inscriptions ou abolir le marché scolaire par Thierry Pierret
- 23 Turquie-Kurdistan par Ay Veli, Gîrgîmî Hiznî
- 24 Grèce: crise des finances publiques interview par Mauro Gasparini
- 25 Déficit budgétaire par Ernest Mandel (texte de 1992)
- 26 L'Internationale redevient une perspective par Salvatore Cannavo
- 28 Puissances du communisme par Daniel Bensaid
- 30 L'OTAN et Karzai en quête de gentils Talibans par Freddy De Pauw
- 32 Yemen: de l'Arabie "Felix" à l'Arabie "Infelix" par Paul Vanden Bavière
- 34 Iran: le feu de la révolte par Guy Van Sinoy
- 35 A lire: La crise, quelles crises? par Damien Millet et Éric Toussaint

cover

photomontage: Little Shiva

back cover

photo manif à Londres: indymedia.uk

dessin: www.library.uq.edu.au/fryer/iwd/images/uqfl281\_b3.jpg

photo manif égalité: Photobèque Rouge/tn

#46 prix 1,50 euro | 54e année  
mars-avril 2010



**Ont collaboré à ce numéro:** Ataulfo Riera, Bruno De Wit, Céline Sylvestre, Céline Caudron, Chris Den Hond, Daniel Tanuro, David Baele, David Martens, Denis Horman, Eric Toussaint, Frank Slegers, Freddy De Pauw, Guy Van Sinoy, Leo Tubbx, Little Shiva, Ludo Debrabander, Mauro Gasparini, Marijke Colle, Michèle Marteaux, Nicolas, Paul Vanden Bavière, Pauline, Rosa Pasionaria, Sandra Invernizzi, Serge Alvarez, Sébastien Brulez, Thierry Pierret, Thierry Tillier, Thomas Weys.

La Gauche est le journal bi-mestriel de la Ligue Communiste Révolutionnaire LCR, section belge de la Quatrième Internationale.

Les articles signés n'engagent pas forcément la rédaction.

Adresse et contact: 20, rue Plantin 1070 Bruxelles, info@lcr-lagauche.be

Tarifs et abonnements: 1,5 € par numéro; 8 € par an.

A verser sur le n° de compte de la Formation Léon Lesoil: 001-0728451-57 mention "La Gauche"

La Gauche est éditée par la Formation Léon Lesoil e.r.A.Riera 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles



www.lcr-lagauche.be

# Une bulle après l'autre

## Le G20 et C° permettent aux spéculateurs de faire de nouvelles victimes



par Freddy De Pauw

Après l'explosion de la bulle spéculative de septembre 2008, on pouvait entendre haut et clair à Washington, Londres et ailleurs: ceci ne peut pas se reproduire! Une nouvelle internationale capitaliste fut conçue, le G20. Les spéculateurs et les paradis fiscaux allaient être entravés. Dix-huit mois plus tard, l'air est à nouveau plein de bulles. La population grecque en est une des plus grandes victimes.

On ne pouvait pas ne pas s'en rendre compte: la cupidité sans bornes et la spéculation ont plongé ce qu'on nommait tout d'un coup "l'économie réelle" dans une crise profonde. Les banques, les compagnies d'assurance, les fonds spéculateurs, les agences de notation et les économistes complices avaient

pendant des années et en dehors de tout contrôle fait circuler de l'air chaud, en augmentant son prix à chaque tour. Lors des grandes conférences au sommet après la débâcle, on nous assurait que cette crise ne pouvait en aucun cas se reproduire. Sarkozy, le président français, montait au premier rang d'une charge verbale contre les paradis fiscaux et de

blanchissement de capitaux qui se chargeaient des montages permettant aux grands capitaux de ne payer qu'un minimum d'impôt et qui permettaient que les capitaux noirs et provenant du crime d'être blanchis sans soucis.

Que faisaient les gouvernements en pratique? Ils ont remis en selle le monde de la banque et des finances qui a causé la crise. Avec force rappel de ne plus payer des bonus démesurés. Mais les banquiers et autres spéculateurs ne s'en sont pas souciés, pas plus que du reste. L'encre des réprimandes n'était pas encore sèche lorsque de nouvelles bulles se formaient déjà.

La spéculation en bourse tournait à plein régime, surtout dans les pays "émergents" comme le Brésil où les cours boursiers

ont presque doublé en un an. Ou comme en Chine où la spéculation immobilière frappe de plein fouet! Ou dans les bourses des matières premières!

Les banques, sauvées grâce aux fonds publics, sont extrêmement généreuses en accordant des crédits aux spéculateurs dans ces secteurs.

Les mêmes se lancent aussi dans les obligations d'état et se laissent toujours guider par les rating agencies, les agences de notations qui attribuent des cotations de solvabilité aux entreprises et aux Etats. Passer de AAA1 à simplement AAA constitue déjà un petit désastre.

Mais où se trouvaient donc ces experts éminents avant la crise? Ils ont une grande responsabilité dans l'expansion de la bulle. Eux aussi doivent être mis sous contrôle.

Aucun point de l'agenda du G20 n'a été réalisé. Quand les agences comme Moody's, Standard & Poor et autre attribuent une cotation plus faible à un Etat, le paiement de la dette publique devient immédiatement plus onéreux! Une entreprise comme Moody's met une pression importante sur le gouvernement grec: entamez des contre-réformes d'austérité contre vos citoyens, ou nous allons abaisser votre cotation et le montant de votre dette augmentera considérablement! Moody's et consorts jouent un rôle d'indicateur pour les spéculateurs. Aucune forme de contrôle n'entrave ces machines à spéculer, et aucune sorte de contrôle n'est attendue.

Ces observations illustrent très clairement la nature du capitalisme: c'est l'appât du gain du groupe dominant qui est au centre des préoccupations. Et l'Etat sert en premier lieu à perpétuer cette situation, et, si nécessaire sauver les institutions capitalistes aux frais des personnes qui ne vivent pas des revenus de leur capital, mais du salaire de leur travail. En termes désuets cela s'appelle "lutte de classe". ■

Titom - creative commons - http://bxl.attac.be

# Accident ferroviaire à Hal: décodage d'une catastrophe annoncée

♦ par Rosa Pasionaria

## Les faits

Le 15/02, deux trains de la SNCB sont entrés en collision à hauteur de Buizingen, faisant 19 morts et des centaines de blessés. Cet accident a provoqué une vague d'émotion dans le pays et engendré la colère des conducteurs et accompagnateurs de la SNCB qui ne veulent plus risquer leur vie et celle des passagers en acceptant tout et n'importe quoi en termes de sécurité pour satisfaire un besoin de rendement imposé par la privatisation, criminelle et presque aboutie, de tout le chemin de fer belge. Ce drame prouve combien il est irresponsable de soumettre à la loi du profit un service public tel que le transport ferroviaire.

L'encre a coulé depuis: commission d'enquête, responsabilité, sécurité... "Qu'est-ce qui a causé l'accident?" L'inattention d'un conducteur? Un

problème de signalisation? Un matériel non-conforme aux règles de sécurité? Quelle que soit la cause ponctuelle de l'accident, elle découle directement de la logique de rentabilité qui accompagne la privatisation du rail. Les travailleurs avaient pourtant plus d'une fois averti la hiérarchie et tiré la "sonnette d'alarme" quant aux risques d'accidents graves sans changer la politique de gestion.

Ces 10 dernières années, le personnel roulant a vu ses conditions de travail devenir de plus en plus pénibles. Leurs prestations sont calculées au plus juste par rapport à la réglementation du travail. Au delà de son apparence théorique acceptable, cette réglementation, instaurée de concert par direction et syndicats, est vécue sur le terrain comme inhumaine et dangereuse.

Les cadences imposées aux conducteurs, accompagnateurs et aiguilleurs sont intolérables. Augmentation du nombre de

prestations de 9h, intervalle de repos entre deux prestations minimum, impossibilité d'obtenir ses congés, contenu des prestations monotone et répétitif... Ces cadences vont à l'encontre de la sécurité élémentaire nécessaire sur un réseau ferroviaire. De plus, les économies drastiques sur l'entretien du matériel et sur la réduction des "coûts salariaux" sont peut-être bonnes pour la rentabilité, mais pas pour la sécurité.

## La libéralisation du rail

La directive européenne de 1991 a ouvert le réseau ferroviaire à la concurrence: libéralisation du fret international, du transport de voyageurs, du transport marchandise. En Belgique, cette obligation s'est traduite par le saucissonnage de la SNCB en SNCB Holding, B Cargo, Infrabel et SNCB voyageurs. Morceau par morceau, l'ancienne SNCB est libéralisée. Cette scission des activités de la SNCB qui, rappelons-le, s'est construite sur 100 ans de finances publiques, pour préparer sa

vente au privé, crée une situation dans laquelle chaque partie est responsable pour sa seule tranche d'activité. Non-sens absolu: en cas d'incident requérant une réponse urgente, les travailleurs se trouvent face à une multitude d'interlocuteurs différents, non coordonnés entre eux et souvent opposés les uns aux autres car mis en concurrence.

L'ouverture à la concurrence a pour seul objectif la rentabilité à tout prix! Or, le critère de rentabilité entre frontalement en contradiction avec celui de la sécurité. La rentabilité ne peut absolument pas assurer aux travailleurs de bonnes conditions de travail et, par là, garantir un bon service, efficace et sécurisé, à la fois pour le personnel et pour les usagers.

## Le syndicat, rempart contre la révolte

Les syndicats jouent à la SNCB un rôle particulier qui s'éloigne de la défense du personnel roulant. Membre du conseil d'administration de la SNCB, les structures syndicales sont de plus en plus perçues par le roulant comme une superstructure indépendante qui appuie sur un bouton pour déclencher l'arrêt de travail et prouve ainsi son pouvoir à la direction. Mais à quoi, à qui sert ce pouvoir? Le travailleur se sent bien incapable de le dire.

Jouant un étrange jeu qui alterne caresses et menaces, les grands syndicats invoquent la solidarité pour targuer de corporatisme tous les corps de métiers qui n'acceptent plus de faire grève à la carte pour un pot commun gigantesque qu'ils ne comprennent pas et dans lequel ils se sentent toujours lésés. En même temps, ces syndicats entretiennent une guerre des dépôts, jouant sur la défense de petits privilèges de l'un envers l'autre pour empêcher qu'une solidarité réelle ne naisse entre les travailleurs. Ce comportement est logique car, si le personnel roulant est inintéressant en termes d'affiliations (- de 10% du personnel SNCB), une auto-organisation de ce groupe aboutirait à un potentiel de résistance qui pourrait faire de l'ombre à la confortable position de pouvoir des bureaucraties syndicales. Le roulant Cheminot organisé peut immobiliser le pays et son économie. Ce n'est pas étonnant que le président de la CGSP cheminot ait mis plus d'énergie à casser son "concurrent" SIC qu'à s'insurger sur la dégradation des conditions de travail des cheminots. Pour rappel, une phrase, sortie de son contexte et montée en épingle, sur la possible responsabilité du conducteur qui a survécu à l'accident, a abouti à la démission du président du SIC, petit syndicat cheminot indépendant qui marche sur les plates-bandes des grands syndicats en relayant le mal-être et la particularité du personnel roulant.

Le manque de communication entre la base roulante et la bureaucratie syndicale dont les représentants cheminots sont nommés par la structure aboutit à des propositions qui sont en opposition avec les besoins réels des travailleurs. Dernière en date, la proposition qu'un second conducteur (de B-cargo) soit désigné uniquement pour les heures de pointe. La CGSP cheminots touche les conducteurs de B-Cargo qui s'inquiètent légitimement

pour leur avenir et positionne la structure syndicale comme interlocuteur privilégié avec les politiques, ignorants des difficultés du métier, et facilement manipulables. Au final, cette proposition démagogique pointe le conducteur comme seul élément de défaillance, n'améliore pas ses conditions de travail et ouvre grand la porte à des conditions futures de travail plus difficiles encore: les horaires coupés.

## Conclusion

Deux accidents graves en 3 mois sont inacceptables. La SNCB ne peut plus se cacher derrière une erreur humaine isolée. A l'heure actuelle, ce métier est un métier à risque pour les travailleurs qui doivent faire preuve d'une vigilance continue. Leur statut ne peut être que très protégé et soumis à un strict contrôle ouvrier. Au contraire de quoi, la réglementation en vigueur pour les conducteurs de train se détériore et rend l'activité monotone et répétitive, rentabilisation oblige, avec pour conséquence directe un risque pour la sécurité des voyageurs. Ces travailleurs qui transportent parfois des milliers de personnes sont soumis à une pression constante de leur hiérarchie, qui pèse de tout son poids avec l'aide de la bureaucratie syndicale pour museler la révolte qui gronde dans chaque dépôt.

La SNCB ne transporte pas que des marchandises, ce sont également nos frères, nos sœurs, nos compagnes, nos enfants, nos amis qui sont dans les trains. Nous ne pouvons accepter que le risque de les voir mourir sur le chemin du travail ou des études devienne une "variable d'ajustement" dans les comptages financiers de la SNCB. De même, le lynchage du personnel SNCB en cas d'accident ne peut pas être une réponse à la douleur des familles en deuil.

Dans un contexte de crise climatique qui met le rail au centre des transports de demain, une solidarité étroite entre les cheminots ET les usagers est plus que nécessaire. Nous devons encourager de toutes nos forces la révolte naissante, autonome et légitime de ces travailleurs. Pour un service de transport ferroviaire sécurisé et utile, exigeons le retour à une seule entité SNCB, 100% publique et refusons cette Europe libérale et capitaliste qui fait de nos métiers, de nos vies, de nos services publics un grand terrain de jeu pour les actionnaires et les rentiers de tous bords. ■

## SNCB: l'amère réalité

♦ de nos correspondants

Il y a deux mois, lors des luttes autour du fret de la SNCB, nous écrivions ici que l'Europe ferait mieux de stimuler le trafic, dont celui des marchandises que de libéraliser le transport ferroviaire. Avec l'accident dramatique de Hal, cette analyse est confirmée. L'Europe a traîné dans la mise sur pied d'un système de sécurité européen uniforme, l'ECTS.

Parce que cette norme technique unique s'est trop fait attendre, Infrabel a développé, trop tardivement, son propre système de sécurité. En outre, Infrabel a prioritairement investi ses moyens dans la centralisation des cabines de signalisation. Cela apporte évidemment des gains sur les dépenses en personnel. Mais l'installation d'un système de freinage automatique lors du franchissement d'un feu rouge sur l'entièreté du réseau ferroviaire a été négligée.

Hélas: la SNCB suit la même logique. Les trains internationaux Thalys sont équipés d'une installation moderne de réception des signaux appelé TBL1, mais seulement 30 trains du réseau intérieur en sont équipés. Pour la direction de la SNCB ce sont les conducteurs qui doivent faire en sorte que les trains de fret roulent à des prix "conformes au marché". Une flexibilité inacceptable leur est imposée en matière d'horaires, allongement des circuits, découché entre deux journées de travail etc. ■



## 27 février: grève générale dans les magasins Carrefour

# La parole aux grévistes

par Ataulfo Riera, Denis Horman, Bruno De Wit

La grève générale appelée en front commun par les organisations syndicales du Groupe Carrefour-Belgique contre le plan de restructuration de la direction a été massivement suivie, que ce soit dans les hypermarchés, les supermarchés, dans les magasins franchisés et les centres de distribution, au Nord comme au Sud du pays.

### Région liégeoise: "S'il faut aller au finish, on ira au finish!"

Un groupe de militants de la LCR liégeoise est venu apporter la solidarité de la LCR aux piquets de grève devant les magasins Carrefour-GB à Ans, Cointe et Herstal. Distribution du tract LCR "Interdisons les licenciements", discussions avec les grévistes, mini-interviews de délégués SETCA et CNE.

### Brigitte, militante syndicale, avec 30 ans de service dans le même magasin, Rudy, délégué CN et Fabienne, déléguée SETCa nous ont livré leurs impressions:

"Ce qui nous révolte, c'est la manière dont la direction de Carrefour a géré ses magasins, l'organisation du travail mise en place, l'argent jeté par les fenêtres. Dans notre magasin, sur un an et demi, il y a eu trois changements dans l'infrastructure, le matériel, la présentation. Et pour aboutir à quoi? A ce que la clientèle ne s'y retrouve plus, à des files de 30 minutes devant les caisses, parce que la direction a sabré continuellement dans les coûts du personnel, au point que des clients aillent faire leurs courses ailleurs..."

"J'ai connu, dans ma carrière, le passage à plusieurs firmes. Cela se passait assez bien, avec reprise du personnel, aussi des prévisions. Mais avec Carrefour, ça a bien changé. On a connu des licenciements abusifs, des pertes d'emploi continues. Et les salaires? Parlons-en! Après 10 ans de carrière, et 30 heures semaine, on trouve pas mal de

salaires à 1200 euros net sur le mois."

"Carrefour veut le beurre et l'argent du beurre, avec le sourire de ses employés. On est en train de perdre tous nos acquis, ceux qu'a arrachés la génération précédente, grâce à ses luttes. Et puis, si ce plan de restructuration catastrophique passe, ce n'est pas seulement le personnel de chez Carrefour qui va subir une terrible régression sociale, mais aussi le personnel des autres chaînes de magasins. Les directions de ces chaînes se diront: "Si cela a réussi chez Carrefour, pourquoi pas chez nous?"

"On aimerait être fixé clairement sur notre avenir. Pas mal de choses restent floues. Aujourd'hui, c'est l'annonce de 1672 licenciements. Mais bien plus d'emplois sont dans le collimateur de la multinationale".

"Le groupe Carrefour se porte bien, même très bien sur le plan international. De plus, il a reçu des aides de l'Etat, et pas un peu. On parle de 130 millions d'euros pour 2008. Et il ne paie pas d'impôts. Ça suffit. Je suis sur la rue et je me bats pour mon emploi. Lundi, si le personnel du magasin décide de continuer la grève, et bien, nous les délégués, on ne soutiendra. On ne peut quand même pas obliger les gens à travailler dans ces conditions-là et face à une telle provocation. On peut aussi travailler "à l'escargot", travailler au rythme que nous déciderons. S'il faut reconduire la grève générale tous les samedis, et bien alors oui. S'il faut aller au finish, on ira au finish. Et si Carrefour menace de se barrer, la moindre des choses, c'est de rembourser toutes les aides, tous les cadeaux qu'il a reçus."

### Bruxelles: "Vous n'avez plus rien à perdre!"

En Région bruxelloise également, la LCR a rendu visite aux piquets devant les hypermarchés Carrefour et les supermarchés GB de Drogenbos, Evere, Auderghem, Ixelles, Schaerbeek, etc.

A Drogenbos, une trentaine de caissières et de militants, essentiellement de la CNE-

CSC, se pressent devant l'hypermarché de Drogenbos en Région bruxelloise. Un militant syndical distribue une affiche Carrefour détournée par les organisations syndicales où on peut lire "Super Promo: Satisfait, ou licencié!" Des travailleurs de Pizza Hut ont apporté quelques pizzas, les délégués des autres magasins du site (Brico, etc.) passent saluer le piquet.

Le magasin de Drogenbos est parti en grève dès l'annonce des licenciements. Une permanente CNE explique: Il y a 250 travailleurs sur le site de Drogenbos, plus une dizaine d'intérimaires. Ici, on fait grève depuis 5 jours déjà. Lundi on fera une assemblée générale du personnel pour définir la suite des actions. Mercredi on s'invite au conseil d'administration de l'entreprise. En tous les cas, le conflit est parti pour durer. On veut le retrait du plan de restructuration de la direction: on refuse les licenciements secs et le passage à une commission paritaire défavorable."

Et d'évoquer l'ampleur du conflit: "En comptant les franchisés, c'est près de 4000 travailleurs qui risquent d'être touchés! Ce n'est pas comme ça qu'ils vont régler leur problème de chiffre d'affaire, par contre les actionnaires, eux, vont s'en mettre plein les poches alors que ce n'est pas aux travailleurs de subir les conséquences d'une gestion et d'une stratégie commerciale déplorables de la part de la direction. Les politiciens viennent montrer leur nez, comme Charles Michel au magasin qui se trouve dans sa commune. Mais tout ce qu'ils savent dire c'est "on va mettre sur pieds des cellules emplois"... alors que c'est la loi!"

### Quel est l'état d'esprit?

Une autre permanente CNE souligne que "les travailleurs sont très soudés dans la grève, et au niveau des organisations syndicales aussi. Malheureusement les intérimaires sont en dehors de la lutte vu leurs conditions précaires, mais nous avons toujours réussi à limiter leur nombre face à la volonté de la direction."

Les réactions des passants allant dans d'autres magasins du site ou venant aux nouvelles sont toutes positives, on sent une réelle solidarité avec les grévistes. Un voisin arrive et apostrophe directement une permanente syndicale: "Ca faisait 20 ans que je venais dans ce magasin, mais depuis quelques temps je ne viens plus; ça change tout le temps, je ne trouve pas ce que je veux, c'est n'importe quoi. Je vous conseille de ne pas vous arrêter: il faut leur faire très mal. Ils perdent 14 millions aujourd'hui mais ce n'est pas assez: c'est une grande multinationale. Quand vous reprenez le travail lundi, faites des grèves surprise d'une heure, sans prévenir, et à ce moment-là faites passer les clients avec leurs chariots sans les faire payer! Vous n'avez plus rien à perdre, surtout les caissières qui ont plus de 45 ans, elles ne retrouveront jamais de travail!"

**Une caissière confirme et nous raconte:** "J'ai des années d'ancienneté,

mais je travaille à mi-temps pour un salaire de 1050 euros par mois. Même dans le cas le plus positif, si je garde mon emploi, je passe sous une autre convention et alors je perds 30% de mon salaire. Avec 5 enfants c'est impossible! On verra lundi ce qu'on fera ensemble, moi je ne sais pas, je suis encore sous le choc!"

### Flandre: Entretien avec Wiske Leemans (SETCa)

Wiske Leemans (BBTK-Setca) du Carrefour de Malines-Nord menacé de fermeture, nous a accordé cet entretien à propos des plans de la direction de Carrefour de licencier 1672 personnes, de fermer 21 magasins et d'en franchiser encore 7 autres en faisant perdre 6 à 7 % de leurs revenus à ces travailleuses et travailleurs. Entretien réalisé le 26 février.

### Quelle était votre première réaction aux plans de la direction de Carrefour?

Comme partout, nous avons éprouvé un sentiment d'abattement. Nous ne nous étions pas couchés tranquillement la veille parce que nous savions qu'au Conseil d'Entreprise ils allaient annoncer des restructurations importantes. Mais que cela concernerait tant de sièges et tant de collègues, ça on ne s'y attendait pas du tout! Les 1672 collègues menacés de licenciement ont leur emploi mis à prix: 300 millions d'euros, morts ou vivants! C'est le montant que la direction a mis en provision pour réaménager, adapter, transformer les sièges Carrefour pendant les trois années à venir. Trois cents millions face au licenciement collectif de 1672 membres du personnel! Nous trouvons que c'est dégoûtant de faire partir des gens pour embellir des magasins.

### Quelle était la réaction des collègues?

Nous étions à 30 ou 35 réunis à la cantine et d'abord nous ne nous sommes pas rendu



photo LCR

compte que le bazar allait déjà fermer fin juin. En première instance, ce fait n'a pas percé. Le gérant nous a lu la lettre type de la direction de Carrefour qui mentionnait un licenciement collectif. Nous en avons éprouvé comme un coup de poing dans l'estomac. Nous pensions que lorsque le bail de location allait prendre fin ici, nous serions recasés aux sièges de Zemst ou de Lier. Cela a été enlevé de l'agenda. Et nous ne sommes absolument pas tranquilles à ce sujet.

### L'atmosphère était tendue depuis un certain temps entre le personnel et ses syndicats et la direction de Carrefour?

Avant, les syndicats pouvaient mieux communiquer avec la direction du GB. C'étaient des négociations "donnant-donnant". Nous avons fait quelques grèves et souvent le problème était résolu. Dès que Carrefour est venu à la place, il n'y avait plus de discussion possible. Ce sont des vrais "je-m'en-foutistes" qui ne tiennent absolument pas compte des syndicats. Des mails restaient sans réponse. C'était vraiment dégoûtant. Et maintenant il apparaît qu'ils ont transféré 1 milliard d'euros vers la France. Et aujourd'hui ils démontrent qu'ils sont une "entreprise pauvre" et ils ne paient pas d'impôt! C'est la faute à nos gouvernements. Ils donnent des cadeaux énormes aux multinationales qui s'enfuient avec notre argent, sur le dos des citoyens ordinaires.

### Et maintenant vous partez en action?

Les actions ont déjà été décidées le mercredi 24, même si l'ambiance était plutôt fraîche et que les larmes ont coulé. La plupart d'entre nous voulaient tout simplement fermer le magasin mais nous devons encore un peu digérer le coup. Mais plus ça dure, plus les collègues manquent d'envie pour continuer à travailler. Aujourd'hui j'ai fait le tour de mes collègues pour sonder leur envie de mener une action et pour

leur demander de participer à la journée nationale d'action du samedi 27.

### Est-ce que cette opération de Carrefour est un précurseur qui donnera à d'autres entreprises le feu vert pour faire pareil?

Avec le démarrage de la Tour Bleue, le nouvel hypermarché de Bruges, nous avons déjà pu constater de quoi cette direction était capable. Ils ont transféré ce magasin super-géant vers le Comité paritaire 202, qui offre de moins bonnes conditions de travail



que le Comité paritaire 312 qui regroupe actuellement les hypermarchés. Ils ont alors jeté une "petite bombe". Mais la grande devait encore tomber. Car celles et ceux qui auront encore la chance de travailler dans un autre siège de Carrefour devront reculer socialement. Le Comité paritaire 202 est la règle de Carrefour. Par exemple, les jours de congé supplémentaires pour l'ancienneté sont abolis. Ce sera donc le recul pour chaque collègue qui garde un emploi dans le groupe.

### Est-ce que les autres magasins sont solidaires?

La direction du Delhaize en face est déjà en train de saliver en prévoyant d'accueillir nos clients ce samedi. A ce moment la solidarité est encore limitée. "Si c'est possible chez Carrefour d'imposer le recul social en

changeant de CP, ce sera bientôt notre tour" disent des collègues d'autres entreprises dans notre syndicat. Il est clair que les autres supermarchés veulent encore payer moins, chez Colruyt aussi.

### Que penses-tu des montants qui apparaissent dans les médias: les avantages fiscaux, les intérêts notionnels?

Ce sont les cadeaux d'un gouvernement qui ne se soucie pas du peuple. C'est ainsi que Carrefour reprenait un jour le GB, avec 24.000 membres du personnel. Mais que se trouvait-il sur l'autre plateau de la balance? Il n'y a plus eu de contrats fixes, seulement des contrats à temps partiel pour 3 mois, 6 mois. Ainsi ils mettaient par mois et par tête de pipe 500€ de diminution de charges sociales en poche. Et puis on remplaçait un partiel par le suivant. Carrefour a donc profité de ce système pendant des années.

### Opel, Inbev, DHL, ... ça n'arrête pas!

Ce sont toujours les actionnaires qui sont coupables. Mais ici, chez Carrefour, c'est pire que de la mauvaise gestion. Ainsi, dans les hangars s'entassent des palettes entières de marchandises qui n'ont pas été commandées: elles ont été envoyées par ordre de la direction. Il y a par exemple du vin invendable à 250€ par bouteille: personne ne peut acheter cela. Cet argent dormant est en train de pourrir ici! C'est facile d'envoyer une entreprise à la merde comme ça!

Rien n'est investi dans la rénovation. Même le néon qui dessinait le F dans Carrefour au magasin de Woluwe-St-Pierre n'est pas remplacé alors qu'il est cassé depuis longtemps.

### Quel avenir pour Carrefour?

Un avenir est possible si le management investit et arrête de transférer tout le bénéfice vers les actionnaires. Les vrais problèmes ne sont pas résolus: des baux de location hors de prix, des erreurs organisationnelles à la pelle, pas de plan commercial sérieux et un milliard transféré au lieu de l'investir! ■

photo LCR

# Convention 2010 à La Poste Un solide recul!

✦ par Serge Alvarez, militant LCR et délégué syndical CSC

Le 21 janvier dernier, la convention collective 2010 a été présentée aux syndicats. Celle-ci portait sur 3 points importants: les facteurs de quartier; la prépension et l'absentéisme. La direction a fait mine de reculer pour imposer un nouveau recul social.

### Facteurs de quartier

Le projet initial portait sur l'engagement de "travailleurs" payés 9€ de l'heure à temps partiel sans être réellement des postiers. Après de nombreuses négociations et de nombreuses grèves, la direction a retiré son projet. Mais la nouvelle convention ne vaut guère mieux.

La nouvelle proposition est de d'instaurer un contrat à durée indéterminée pour les contractuels, au lieu d'un contrat temporaire. Mais leur salaire mensuel sera diminué de 200€ (sans réduction du temps de travail). Ils ne recevront des chèques-repas que dans 24 mois et ne bénéficieront de l'aide du service social de la Poste que dans 12 mois. Cette baisse de revenus touchera principalement les jeunes qui n'ont pas d'autre choix.

La nouvelle convention divise donc objectivement les postiers en statutaires et en contractuels sous-payés à durée indéterminée. La CSC et la CGSLB ont refusé de signer l'accord en vertu du principe "A travail égal, salaire égal!" La CGSP s'est aplatie devant la direction de La Poste en signant la convention.

### Prépension

Jusqu'à présent tous les travailleurs de La Poste en âge de prépension pouvaient, avec des conditions d'âge et d'ancienneté, travailler à temps partiel ou partir plus tôt en pension. Le front commun syndical avait toujours combattu des prépensions ciblées à des catégories spécifiques de personnel.

La nouvelle convention exclut du bénéfice de la prépension les services renouvelables (c'est-à-dire ceux qu'il faut renouveler en cas de départ: les facteurs, les employés).

Ce sont donc les métiers postaux les plus lourds qui ne bénéficieront plus de cette possibilité de partir en prépension!

### Cumul des jours de congé de maladie

A La Poste, les statutaires ont droit à 21 jours de congé de maladie par an, cumulables. La convention précédente avait limité ce cumul à 300 jours sur la carrière. Le solde étant divisé par 7 et mis en épargne pension. Donc, ceux qui ne tombent jamais malades avaient été spoliés de jours possibles en fin de carrière. La nouvelle convention est encore pire.



Pour les postiers de moins de 58 ans, rien ne change. Ils pourront cumuler leurs jours de maladie, plafonnés à 300 jours. Les postiers de 58 ans ou plus verront leur "pot" de 300 jours de maladie non utilisés "racheté" à raison de 14€ par jour (le salaire journalier net étant d'environ 70€). Chaque année suivante, leur quota de 21 jours annuels non utilisés sera "racheté" à 14€ par jour et il n'y aura plus de cumul.

Evidemment, les postiers de moins de 58 ans basculeront dans le système des jours "rachetés" à 14€ dès qu'ils atteindront l'âge de

58 ans. Tous les postiers perdront donc définitivement la possibilité d'utiliser en fin de carrière leur "pot" de jours de congés de maladie non utilisés.

### Conclusion

Pour les jeunes, passer d'un contrat temporaire à un contrat définitif est un progrès. Mais on instaure ainsi une "carrière de contractuel", avec à la clé une pension du privé (60% de la rémunération annuelle moyenne de la carrière dans le privé, au lieu de 75% de la moyenne des 5 dernières années dans le secteur public), ainsi que le régime de maladie invalidité du privé (salaire mensuel garanti, ensuite la mutuelle vers une indemnité de remplacement) et surtout une baisse de salaire de 200€ par mois. Le salaire des contractuels débutera donc à 1.100€ nets par mois (avec un travail qui commence le travail à 5h du matin!)

Pour les plus anciens, la possibilité de partir en prépension disparaît pour la plupart des agents de La Poste, sauf les non renouvelables (environ 400 agents sur 36.000). Pour ceux et celles qui ne sont ni jeunes, ni anciens, rien n'est obtenu.

Pas étonnant dans ces conditions que la CSC Transcom et le CGSLB, tant au nord qu'au sud du pays, aient refusé de signer. A noter que la restructuration consécutive à la fermeture de nombreux bureaux de poste a supprimé les "zones managers" (1 par province) et les a remplacés par 5 "managers". Tous, par hasard, membres du PS ou du SPA... Faut-il y voir la raison pour laquelle la CGSP a signé la convention?

La nouvelle convention est donc un recul grave et durable pour le personnel. Elle a, de plus, provoqué une rupture du front commun au sommet et entraînera de grandes difficultés pour lutter de façon unitaire au niveau local. La rédaction du cahier de revendications pour l'année 2011 n'en sera que plus dure, d'autant plus que les opérateurs postaux privés arriveront sur le marché. ■

# La prison?

## Une marchandise très lucrative...

par David Martens

Comme bon nombre de pays, la Belgique connaît une surpopulation carcérale insupportable. Les conditions de détention y constituent de plus en plus des traitements inhumains et dégradants. Les effets dévastateurs et destructeurs de l'incarcération se multiplient et touchent une population toujours plus large. Les causes principales de la surpopulation sont connues: augmentation importante de la longueur des peines prononcées, augmentation simultanée de leur nombre, recours important à la détention préventive, qui débouche sur des peines plus sévères. Les criminologues tirent depuis longtemps la sonnette d'alarme et prônent l'adoption de politiques réductionnistes en matière d'emprisonnement. Prêchent-ils donc dans le désert? Toutes les décisions prises par Stefaan De Clerck au nom de la lutte contre la surpopulation empruntent la voie diamétralement opposée: extension et développement de recours à l'emprisonnement. Une fuite en avant dans une voie sans issue: construction de 7 nouveaux établissements pénitentiaires dans les prochaines années et location immédiate d'une prison à l'étranger! Au lieu de résoudre le problème, il l'étend à une plus grande échelle! Ou comment adopter comme solution ce qui aggrave la situation!

### Une prison mondialisée

La location de la prison de Tilburg aux Pays-Bas mérite une attention particulière. Si l'on excepte les bagnes dans lesquels les puissances coloniales déportaient leurs

condamnés afin d'en faire de la main d'œuvre bon marché, taillable et corvéable à merci, pour rentabiliser leur exploitation des colonies, c'est la première fois qu'un Etat organise l'exécution de peines privatives de liberté sur le territoire d'un Etat voisin. Un nouvel aspect inattendu de la mondialisation? Est-on en train de créer un nouveau type de population déplacée, de "détenus immigrés" ou d'immigrés du Carcéroland? Des "banlieues" de la grande cité pénitentiaire?



La location de la prison de Tilburg coûte 30 millions d'euros par an à l'Etat belge. La convention prévoit que le bâtiment est mis à disposition de la Belgique jusqu'au 31 décembre 2012, une prolongation étant possible. L'Etat belge prend ainsi à sa charge l'entretien des bâtiments mais, hormis le directeur, ce sont les Pays-Bas qui fournissent le personnel. Aucune préoccupation en termes d'emploi n'est donc associée à la démarche, du moins côté belge. Mais passe encore: on ne crée pas d'emplois à

n'importe quel prix et la légitimation du système carcéral au nom d'une politique de l'emploi serait une option pour le moins perverse et contreproductive.

### Embarqués de force

Et les principaux intéressés, les détenus? Le ministre de la justice annonça à la presse qu'il ferait appel à des détenus volontaires, mais la circulaire de classification pour Tilburg ne laisse de choix qu'à deux acteurs: les Pays-Bas, qui ne sont pas obligés d'accepter n'importe qui et refusent leurs propres nationaux ou ceux qui résident en ce pays, et l'administration pénitentiaire qui opère la sélection. Concrètement, les transferts vers Tilburg se font comme de véritables rafles: pendant le weekend les détenus sont appelés au greffe sous un quelconque prétexte. Arrivés là ils sont conduits vers des voitures cellulaires et embarqués de force vers Wortel, puis Tilburg. Leurs affaires personnelles, mises dans des caisses, sont envoyées par la suite. Sur place, c'est la galère: cantine plus chère, visites plus difficiles, contacts avec les avocats et les services sociaux belges plus difficiles, règlement et régime carcéral plus stricts. Lever à 05h45 alors

qu'il n'y a pas grand' chose à faire. En Belgique chaque prison a sa cuisine. A Tilburg les détenus ne reçoivent pas de plats préparés frais. Chaque matin un paquet de nourriture leur est remis pour toute la journée, avec menu à réchauffer à midi dans le micro-ondes présent dans la cellule: souvent des choux et de la potée. Une bonne partie d'entre eux sont des étrangers sans permis de séjour, qui ne parlent pas le néerlandais. Les communications téléphoniques sont plus chères, au tarif

international. Le travail ou la formation obtenu parfois après une longue attente dans une prison belge est perdu, etc., etc.. Mais il en faudrait sans doute bien plus pour émouvoir (verbe qui donne pourtant le substantif émeute)...

### Quand la frénésie sécuritaire et la frénésie gestionnaire s'allient, justice et liberté sont bien fragiles...

Par ailleurs les détenus sont traités comme des pestiférés par les Pays-Bas. Pas question de mettre un pied sur le sol hollandais en dehors de l'enceinte de la prison. La convention entre les deux Etats dit explicitement que si un détenu a besoin de soins médicaux qui ne peuvent être dispensés à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire, le traitement a lieu dans les centres médicaux destinés à cet effet sur le territoire belge. Pas question d'envoyer un détenu dans un hôpital hollandais. L'urgence est à interpréter au sens très strict: seul "un danger de mort" permet une hospitalisation locale. De la même façon, si un détenu peut quitter provisoirement la prison sur base d'une décision du ministre de la justice belge ou du tribunal d'application des peines belge (congé pénitentiaire ou sortie spéciale), cette sortie légale ne sera jamais exécutée sur le territoire hollandais. Le détenu sera d'abord transféré vers la Belgique. Autant dire que dans les cas d'urgence (décès dans la famille, etc.) le détenu incarcéré à Tilburg ne sera pas traité comme un détenu en Belgique et sera la plupart du temps dans l'impossibilité de se voir accorder ce à quoi il a droit et que l'autorité compétente lui octroie.

Qu'en conclure? Que fidèle à sa logique néolibérale, le gouvernement belge dilapide des millions dans une politique du tout carcéral qui sacrifie des populations sans intérêt pour la logique du marché. Que fidèle à sa logique néolibérale, le gouvernement hollandais fait désormais de la prison et de la privation de liberté une marchandise comme une autre, particulièrement lucrative. Ce qui explique la construction effrénée de cellules de prison supplémentaires en quelques années. Un nouveau bon placement capitaliste. Un pragmatisme managérial qui fait de la prison un secteur d'activités à part entière, au même titre que le transport maritime, l'informatique ou l'électroménager. Quand la frénésie sécuritaire et la frénésie gestionnaire s'allient, justice et liberté sont bien fragiles. ■

## En bref

### La Mafia du sous-secteur de la viande

Les militants gantois de la CSC-Alimentation ont organisé en début d'année, une action devant le siège de Locks, une entreprise du sous-secteur de la viande qui fait souvent appel à un réseau de sous-traitants fantômes pour découper ou désosser la viande. Le sous-secteur de la viande est le second en importance du secteur de l'alimentation et compte 534 entreprises dont 65% occupent moins de 20 travailleurs. Rien n'est épargné à des travailleurs souvent venus de l'Europe de l'Est qui ne parlent ni le néerlandais ni le français: logés dans des garages aménagés en dortoirs communs, loyer du "dortoir" directement enlevé du salaire, 12 heures de travail par jour 6 jours sur 7, fraude à la sécurité sociale et aux impôts. Un travailleur qui s'était adressé au syndicat pour que son patron lui verse des arriérés de salaire, est revenu le lendemain: il portait des traces de coups et avait un œil au beurre noir!

### Total Feluy: 72 emplois à la trappe

A la suite de la reprise par Total Petrochemicals, à Feluy de l'activité de fabrication de divers polystyrènes effectuée jusque là par Polimeri Europa, 72 emplois passeront à la trappe. Seules deux lignes de production sur les trois resteront en activité.

### Train plus cher pour les seniors

Le prix du billet de train seniors vient de passer de 5,00€ à 5,20€. 20 centimes d'augmentation ça n'a l'air de rien. Mais pour ceux et celles qui vivent en dessous du seuil de pauvreté (1 pensionné sur 4 en Belgique), c'est beaucoup. Instauré en 1999, le billet senior, réservé aux plus de 64 ans, coûtait 100 francs belges à l'époque. En 10 ans, le prix du billet senior a donc plus que doublé. D'ailleurs, si le montant des pensions était indexé sur le prix du billet de train, une pension de 800€ en 1999 s'élèverait à 1.684,20€ aujourd'hui!



### Back to the future?

Dans le film *Back to the Future*, tourné en 1985 par Robert Zemeckis, un jeune adolescent américain est projeté 25 ans en arrière par une machine à remonter le temps inventée par son ami, un bricoleur farfelu. C'est peut-être la même impression qu'auront ressentie les lecteurs de *Droit de l'employé*, mensuel de la CNE (CSC employés) en lisant dans le numéro de février 2010 le communiqué suivant. "Erratum. Dans l'édition de janvier du *Droit de l'Employé*, deux erreurs se sont glissées dans l'article Vos droits en cas de licenciement. Dans la partie chômage, il est ainsi signalé que la carte de contrôle doit être estampillée en principe deux fois par mois par la commune. En réalité, ce pointage des cartes de contrôle par les autorités communales a été supprimé depuis décembre 2005. La deuxième erreur porte sur le nom du service de l'emploi de la Région de Bruxelles-Capitale. Depuis le 22 juin 2007 l'Orbem s'est en effet rebaptisé Actiris." No comment.

### Fluxys désigné gestionnaire du réseau gazier pour 20 ans!

A l'issue du procès relatif à la catastrophe de Ghislenghien en 2004 (24 morts, 132 blessés), le jugement a choqué les familles et les proches des victimes. Des lampistes sont jugés coupables tandis que Fluxys et Diamant Boart sont acquittés. Pour rappel, un gazoduc à haute pression appartenant à Fluxys passait sous le zoning industriel où étaient effectués des travaux de terrassement pour le compte de l'usine Diamant Boart. L'entreprise chargée des travaux n'avait pas été informée de la présence de la conduite de gaz. Une semaine après le jugement, le gouvernement fédéral vient de désigner Fluxys en tant que gestionnaire définitif du réseau gazier dans tout le pays pour une période de 20 ans... C'est de quel côté la sortie de secours?

### Sous-traitance sauvage chez Belga

Début février, le personnel de l'agence de presse nationale Belga s'est croisé les bras pour dénoncer le fait que la direction ait confié le travail de nuit à l'agence ANP et le travail du matin (revue de presse) à des indépendants, et cela sans la moindre concertation ni information préalable du conseil d'entreprise. Le front commun syndical considère que le recours à la sous-traitance privera l'agence d'un pan entier de son activité. ■

# Pensions: Le grand bluff

♦ par Guy Van Sinoy

Prochainement commencera la Conférence nationale pour les Pensions qui réunira autour de la table gouvernement, patrons et syndicats. Avant que cette conférence n'ait commencé, Michel Daerden, ministre fédéral des Pensions, a déjà déclaré qu'il "faudra travailler trois ans de plus pour payer les pensions"! Il ne fait que répéter ce qui se dit depuis des mois à l'OCDE, au FMI, dans les universités, dans les médias et, d'une manière générale dans toutes les agences et sous-agences de la bourgeoisie chargées de marteler le message selon lequel le vieillissement de la population nécessite de travailler plus longtemps.

## Qu'est-ce que le vieillissement d'une population?

La Belgique, comme la plupart des pays d'Europe occidentale, connaît un vieillissement de sa population. "Les habitants de Belgique vivent de plus en plus longtemps: un trimestre de plus par an, depuis 1970. En 2001, l'espérance de vie était de 75,4 ans pour un homme et de 81,7 ans pour une femme. Jusqu'en 2030, elle se prolongera sans doute encore de plus de cinq ans. Cependant, la cause majeure du vieillissement n'est pas la prolongation de l'espérance de vie, mais la décroissance du taux de natalité. Le vieillissement ne doit pas être considéré en termes absolus, mais comme l'expression du rapport entre le nombre de seniors et le nombre de jeunes." (50 mensonges sur les fins de carrière, Gilbert De Swert, p.26, Ed. Luc Pire, 2005).

En d'autres termes, le vieillissement d'une population ne dépend pas tellement de l'allongement de la durée de vie, mais surtout de la baisse de la natalité: on vit un peu plus longtemps, mais surtout la proportion de jeunes diminue.

## Le grand bluff

Dans notre pays, le système de pension repose sur le principe de la répartition: les cotisations des salariés actuels paient les pensions des pensionnés actuels. Affirmer, comme le font les commis idéologiques de la bourgeoisie, que le vieillissement de la population de Belgique nécessite de travailler plus longtemps, c'est du bluff pur

et simple. Car c'est mélanger des données démographiques avec des considérations socio-économiques.

Dans un système de répartition, le fait que l'on puisse ou non payer les pensions ne dépend pas du nombre d'adultes en âge de travailler, mais du nombre de salariés effectivement au travail et dont les cotisations sociales sont réellement payées. Or c'est justement sur ces deux points que le bât blesse aujourd'hui en Belgique: il y a 600.000 salariés sans emploi et depuis des années les entreprises bénéficiaires de réductions de cotisations sociales, appauvrissant ainsi progressivement les caisses de sécurité sociale.

Le problème n'est donc pas le vieillissement, mais le manque de travail et les cadeaux faits au patronat. Et si jamais on manquait d'adultes en âge de travailler le gouvernement n'hésiterait pas une seconde avant de faire appel à de la main-d'œuvre immigrée, comme il l'a fait dans le passé.

De surcroît, les prévisions démographiques ont le défaut de supposer un monde inerte, où rien ne bouge. Une prévision démographique qui aurait été faite en 1900 pour les 50 années futures n'aurait bien évidemment pu prévoir les deux Guerres mondiales. En outre, ces prévisions sont faites comme si les variables restaient immuables: la hausse du produit intérieur brut, l'amélioration des conditions de vie, les progrès de la médecine, les migrations de population, les catastrophes, etc.

## Le principe de capitalisation

D'autres pays que la Belgique connaissent le principe de capitalisation en matière de pensions. Les cotisations forment un capital qui sera reversé au pensionné lors de sa retraite. Ce système est beaucoup plus fragile que celui de répartition car les banques auprès desquelles sont capitalisées les cotisations sociales ne se contentent pas de placer l'argent jusque la pension. Elles le jouent en bourse, et en cas de crise boursière ces fonds de pensions peuvent très bien s'envoler en fumée.

En 1994, l'Argentine a opté pour le transfert de la gestion de leurs fonds de pension

à des organismes privés et non plus à la sécurité sociale. L'ancien système reposait sur le principe de répartition. Le nouveau système mis en place reposait sur le principe de retraite par capitalisation administré par des fonds de pension privés ou publics. La crise économique profonde de 2001 en Argentine a dévasté les fonds de pensions par capitalisation.

## Mettre un frein aux fonds de pension privés

La première offensive contre le système de répartition a eu lieu dans notre pays lorsque certaines entreprises ont commencé à mettre sur pied des pensions complémentaires sur le principe de capitalisation. Ensuite, dans les années 80, le gouvernement a instauré l'épargne-pension. Tout contribuable peut se constituer une épargne-pension et les montants épargnés (limités à 850€ par an), donnent droit à un avantage fiscal. Autrement dit, la collectivité contribue à financer un système de pension complémentaire par capitalisation qui contribue à miner le système officiel de pensions par répartition!

Nous plaçons pour la suppression de l'avantage fiscal lié à l'épargne-pension et la hausse du forfait forfaitaire des frais professionnels, de manière à ne pas léser les salariés sur le plan fiscal tout en mettant un frein au développement des fonds de pension privés.

## "Au voleur!"

Depuis des années, les entreprises ont reçu des cadeaux colossaux sous forme de baisse des cotisations à la sécurité sociale. Pour cela, le prétexte invoqué était de permettre de créer de l'emploi. Mais à vrai dire aucun employeur n'a jamais embauché un salarié s'il n'en avait pas besoin de manière absolue. Les nombreuses mesures de baisse des cotisations patronales à la sécurité sociale n'ont pas mené à la création massive d'emplois. Elles ont eu cependant deux conséquences: baisser les salaires (car les cotisations sociales à la sécurité sociale représentent du salaire indirect) et appauvrir les caisses de la sécurité sociale. Les patrons qui poussent de hauts cris en prétendant qu'on ne pourra plus payer les pensions, c'est un

nouvel épisode l'histoire des voleurs qui crient "Au voleur!"

## Vers une société de pensionné/es pauvres?

Dans ce contexte, la Conférence nationale des pensions qui se tiendra dans quelques mois entre gouvernement, patrons et syndicats comporte plusieurs enjeux cruciaux. Le premier est de résister à la campagne de propagande forcenée sur la nécessité de retarder l'âge du départ à la pension. Un deuxième enjeu important sera de relever les pensions les plus basses. En effet, le taux de remplacement des pensions est souvent

## La meilleure défense, c'est l'attaque

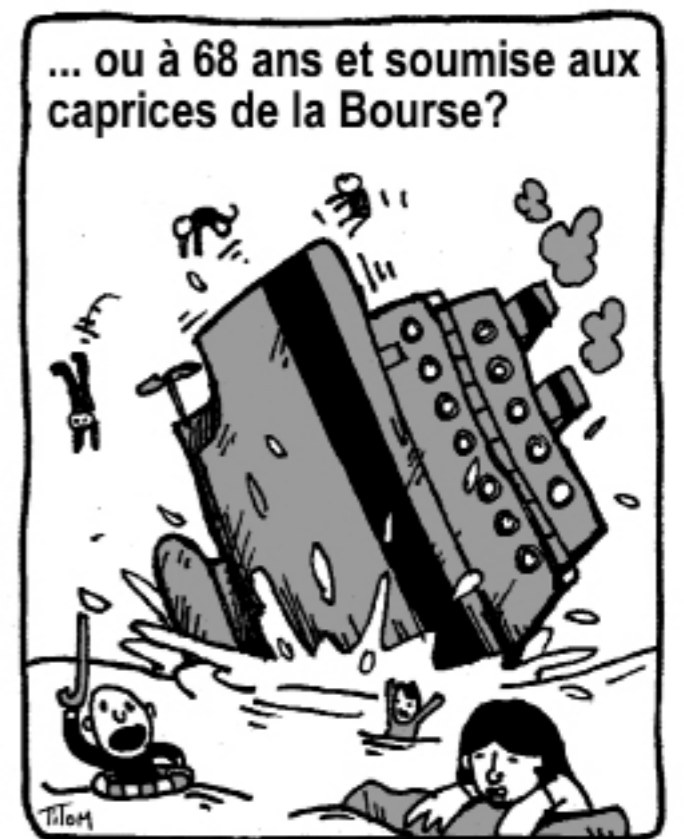
Deux autres enjeux importants devront aussi être relevés. D'une part il est indispensable de permettre à tous les retraités de vivre dignement. C'est pourquoi les pensions doivent être liées à l'évolution des richesses produites (le Produit intérieur brut). Au-delà de la question du montant des pensions, il faut aussi adapter les conditions à réunir pour pouvoir bénéficier d'une pension complète.

Aujourd'hui, les conditions d'entrée sur le marché du travail ne sont plus les mêmes

à la chaîne, travail hospitalier, etc.) Il faut donc réduire le nombre d'annuités nécessaires à l'obtention d'une pension complète. Sans quoi, à quoi bon calculer un montant fictif de pension complète que quasi personne ne pourra atteindre faute d'avoir assez d'années de carrière?

L'offensive contre le système actuel de pension a mûrement été réfléchi dans les rangs patronaux. L'enjeu est colossal. Pour les salariés, il s'agit de défendre bec et ongles un acquis social mis en place par la lutte de nos aînés. Pour la bourgeoisie, il s'agit de démanteler ce qui a été

## Votre pension, vous la voyez...



trop faible par rapport au dernier salaire reçu. De nombreuses personnes, surtout des femmes, n'ont pu avoir une carrière complète, n'ont pas eu d'autre choix que de travailler à temps partiel ou ont connu de longues périodes de chômage. Elles doivent vivre avec une pension de 885,90 € pour une personne isolée, ou 590 € pour une pension de base. Aujourd'hui, plus de 79.000 pensionnés ou pensionnées doivent vivre avec moins de 20€ par jour! Si on ne revalorise par immédiatement ces minima, on s'achemine tout droit vers une société où une partie croissante des pensionné/es pauvres, surtout chez les femmes.

qu'il y a 50 ans. L'obligation scolaire est passée de 14 à 18 ans. De nombreuses professions ne sont accessibles qu'aux détenteurs d'un diplôme. Tous ceux et toutes celles qui commencent donc à travailler au-dessus de 20 ans, ne parviendront pas à atteindre une carrière de 45 ans de travail ouvrant le droit à une pension complète, sauf à devoir travailler au-delà de 65 ans. Les conditions de travail ont aussi changé. L'utilisation de machines et d'engins de levage ont rendu le travail moins pénible, mais l'accélération des cadences de travail et la diminution des effectifs provoquent le stress et le burn out dans de nombreuses professions (produc-

acquis immédiatement après la Deuxième Guerre mondiale de la même manière que l'on démantelé les entreprises publiques (CGER, Belgacom, La Poste, SNCB), l'objectif étant de baisser fortement le coût de la main-d'œuvre et de le ramener à un niveau proche de celui des pays émergents. La LCR appelle les travailleurs et les travailleuses à résister à ce nouvel assaut de la bourgeoisie, à dénoncer la campagne d'intoxication menée sur le thème de "la nécessité de retarder l'âge de la pension en raison du vieillissement", à engager la lutte pour des pensions liées à l'évolution du PIB et calculées sur 40 annuités. ■

# C'est le chômage qu'il faut combattre, pas les chômeurs!

✦ par Denis Horman

La crise du capitalisme poursuit tous les jours ses ravages. Près de 74 000 emplois ont été supprimés en 2009. Tous les jours, en Belgique, ce sont 350 emplois qui disparaissent. Opel-Anvers, Carrefour... la liste des licenciements établie par les gros actionnaires des entreprises, est très longue. Pour les deux années, 2009-2010 (prévisions de la Banque nationale): 168 000 chômeurs de plus. En Wallonie, il y a une offre d'emploi disponible pour 25 demandeurs d'emploi. Et si, pour la Belgique, toutes les offres d'emploi étaient rencontrées, seuls 3% des chômeurs retrouveraient un emploi.

## L'ONEM: machine à exclusion

Depuis 2009, l'ONEM convoque quotidiennement 1.800 travailleurs sans emploi et supprime chaque jour, temporairement ou définitivement, les allocations de chômage à 115 d'entre eux.

Depuis 2004, sous un gouvernement à participation PS et SPa, un arrêté royal a donné à l'ONEM la mission de procéder au "contrôle de la disponibilité des chômeurs", dispositif présenté comme moyen "d'accompagner" les demandeurs d'emploi et de les "activer". Ce contrôle vise tous les chômeurs de moins de 50 ans, quelle que soit leur situation de famille. En fait, ce dispositif a très vite montré ses limites et ses effets pervers, en procédant à une véritable "chasse aux chômeurs", en multipliant les sanctions et les exclusions. De 2004 à 2008, 8.128 personnes ont perdu totalement leur droit aux allocations de chômage. Pour le premier semestre 2009, en plein cœur de la crise et de l'extension du chômage et des

rare offres d'emploi, les sanctions contre les chômeurs se sont élevées à 10.953 dans l'ensemble du pays (4.794 en Flandre, 4.865 en Wallonie et Communauté germanophone, 1.294 à Bruxelles).

## Un "dispositif injuste, cynique, inacceptable"

Depuis novembre 2009, la FGTB wallonne mène une campagne pour la suppression pure et simple de ce dispositif "injuste, cynique et inacceptable" ou en tout cas sa suspension. La FGTB fédérale et la CSC demandent la suspension – un moratoire – du dispositif de "contrôle de la disponibilité des chômeurs. Un des mots

CPAS. Car ce sont les communes et les CPAS qui doivent supporter l'impact financier des exclusions du chômage. En moyenne, 38% des personnes exclues par le contrôle de la disponibilité des chômeurs sont prises en charge par des CPAS qui sont déjà bien en peine de remplir leurs obligations pour le revenu d'intégration sociale (RIS) et l'aide sociale.

La FGTB wallonne a lancé un appel aux présidents des CPAS de Wallonie et aux élus communaux, socialistes et Ecolo en particulier, pour qu'ils déposent une motion à soumettre à leur Conseil d'action sociale et à leur Conseil communal. Une motion demandant au gouvernement fédéral l'application d'un moratoire, voire la suppression du plan de contrôle des chômeurs. A ce jour, plus de 25 communes et CPAS wallons ont suivi le mouvement.

## Position des partis

Jusqu'à présent, tous les partis politiques de la coalition du gouvernement fédéral ont refusé d'envisager ne fut-ce qu'un moratoire du contrôle de la disponibilité des chômeurs. Ne cherchez pas sur cette liste des Conseils communaux, qui ont voté

la motion sur la suspension, voire la suppression du plan de ce contrôle, celui de la Ville de Mons. Son bourgmestre, Elio Di Rupo, s'est tout simplement opposé au vote de cette motion. Le PS veut conserver la mesure pour ne pas "donner l'impression que, demain, on rase gratis" ! Joëlle Milquet la ministre CDH de l'Emploi, rejoint sensiblement la position du PS, proposant d'adapter le système, notamment pour les publics les plus éloignés du

d'ordre de la manifestation nationale pour l'emploi, en front commun syndical FGTB-CSC, le 29 janvier dernier à Bruxelles était d'ailleurs "un moratoire du système de contrôle de disponibilité, avant sa réforme en profondeur".

La FGTB wallonne et plusieurs de ses régionales ont déjà pris une série d'initiatives se concrétisant surtout par une interpellation des partis, PS, Ecolo, CDH, ainsi que des communes et des

"marché de l'emploi", les plus démunis, les moins qualifiés, les plus précarisés qui sont aujourd'hui les premières victimes des sanctions et exclusions. Quant à Ecolo, c'est le grand écart. Le parti se prononce pour un moratoire. Mais, au niveau du gouvernement wallon auquel il participe, il a adhéré au programme PS-CDH-Ecolo, qui s'inscrit dans la généralisation de la contractualisation des allocations de chômage pour les jeunes de moins de 25 ans. Ce qui ouvre la porte ouverte aux sanctions et exclusions.

Le premier mars 2010, des militants de la FGTB wallonne, parmi lesquels de nombreux sans-emploi victimes du contrôle, ont décidé, à l'appel de la FGTB wallonne, de s'inviter au Bureau du Parti socialiste à Bruxelles, ainsi qu'au CDH pour faire entendre leur revendication.

## De la lutte contre le chômage à la création d'emploi

La LCR soutient la revendication de la FGTB wallonne pour la suppression du contrôle de la disponibilité des chômeurs, un système qui tend à rendre responsable de la crise capitaliste ceux et celles qui en sont victimes. C'est le chômage qu'il faut combattre, pas les chômeurs, en commençant par un accompagnement personnalisé et sans sanction des demandeurs d'emploi. En construisant une résistance et des mobilisations d'ampleur, en front commun syndical et à travers tous les secteurs pour imposer un plan d'urgence sociale : la réduction radicale et généralisée du temps de travail, sans perte de salaire et avec embauches compensatoires. En imposant – ce que propose la LCR – l'interdiction totale des licenciements dans toutes les entreprises, par la création d'un fonds public financé par les entreprises bénéficiaires. Les capitalistes doivent payer les échecs du capitalisme. Ce n'est pas aux travailleurs et à la collectivité de régler constamment les frais de leur incompétence et de leur soif de profits. ■

(1) Depuis juillet 2004, pour garder son droit aux allocations, le chômeur doit prouver qu'il recherche du travail, lors des entretiens organisés par les "facilitateurs" de l'ONEM. Si ses efforts sont considérés insuffisants lors d'un premier entretien, il est obligé de signer un contrat dans lequel figurent des actions de recherche d'emploi à effectuer. Si le « facilitateur » considère, lors d'un deuxième entretien, que le contrat n'a pas été respecté, il inflige une sanction de 4 mois et le chômeur doit signer un nouveau contrat de recherche d'emploi. Si le deuxième contrat est évalué négativement au troisième entretien, le chômeur est exclu définitivement.

# Chasse aux chômeurs: un dossier implacable!

✦ par Freddy Bouchez (\*)

L'association "Droits Devant" et le Groupe de Défense des Allocataires Sociaux ont élaboré un dossier critique très complet et pertinent sur la chasse aux chômeurs. Nous reproduisons ci-dessous un extrait de l'introduction du dossier que vous pouvez vous procurer sur demande aux coordonnées suivantes: Rue des Canadiens, 119, 7110 Strépy – Bracquignies (Tél: 0497/370517) droits.devant@skynet.be ou sur le site internet: <http://users.skynet.be/Droits.Devant/>. Les deux associations défendent les revendications suivantes: Retrait du contrôle de la disponibilité organisé par l'ONEM; suppression du principe de la transmission systématique d'infos du FOREM vers l'ONEM; refus de toute contractualisation du droit aux allocations de chômage; Stop à la chasse aux chômeurs au profit d'une véritable politique de création d'emplois de qualité en suffisance.

Depuis 2004, le Plan d'accompagnement des chômeurs se décline de manière particulièrement répressive pour tous les demandeurs d'emploi. (...) Toute la responsabilité du chômage est reportée sur les individus, sur les demandeurs d'emploi tandis que les pouvoirs publics et les pouvoirs économiques se déchargent de leur responsabilité collective de créer suffisamment d'emplois de qualité pour tous. Le marché de l'emploi s'est fortement précarisé (CDD, temps partiel, contrats intérimaires, ...) et il convient de faire pression sur les chômeurs pour les obliger à travailler dans ces conditions dégradées. Les grands bénéficiaires de ce système sont les patrons qui peuvent ainsi jouer avec la main d'œuvre comme ils l'entendent et exercer une forte pression sur les conditions de travail et de salaire de tous les travailleurs.

L'introduction des contrats dans le contrôle de disponibilité de l'ONEM et l'apparition de contrats obligatoires dans certaines mesures d'accompagnement du FOREM, fragilisent la protection sociale de tous les travailleurs, notamment de tous ceux qui sont licenciés actuellement du fait d'une crise financière et économique dont ils ne sont pas responsables. Victimes une première fois, ils le seront une seconde fois par la perte de leurs allocations de chômage s'ils ne parviennent pas à prouver qu'ils ont réalisé les contrats imposés par l'ONEM ou par le FOREM.

Dès qu'un contrat ONEM ou FOREM est signé, le travailleur sans emploi est en danger car c'est de façon complètement obligatoire qu'il doit réaliser les actions imposées par ces deux administrations publiques. Malgré les nombreuses mises en question de cette politique d'activation des chômeurs depuis 2004, le gouvernement wallon (PS, CDH, ECOLO) envisage de généraliser les contrats obligatoires pour tous les jeunes chômeurs de moins de 25 ans. Dès qu'un contrat sera établi avec le FOREM, sa réalisation sera obligatoire sous peine de sanction.

Depuis quelques mois, la FGTB Wallonne se bat pour la suspension du contrôle de la disponibilité des chômeurs organisé par l'ONEM. De nombreuses mobilisations ont eu lieu ainsi que des interpellations des différents partis au pouvoir au gouvernement fédéral ou dans les régions. Pour l'instant, aucun parti de la majorité du gouvernement fédéral ne s'est prononcé en faveur de cette suspension. Tout au plus, sont-ils pour amender le système de contrôle fédéral, notamment pour les personnes considérées comme étant éloignées du marché de l'emploi. ■

(\*) Freddy Bouchez est militant syndical à la FGTB Centre et animateur de Droits Devant.



TITOM



# La LCR s'oppose à l'interdiction du foulard à l'école

✦ par Sandra Invernizzi

Nombre de jeunes filles font face depuis des mois à "la polémique sur le port du foulard à l'école". Cette dernière est avant tout l'expression - et alimente à son tour - d'un contexte d'islamophobie croissant dans toute l'Europe. A ce titre, la situation en France ou en Suisse est alarmante.

En Belgique, le MR a déposé un projet de loi visant à interdire le port du foulard à l'école. La communauté flamande, et ensuite la Province du Hainaut, ont pris des mesures dans ce sens pour la rentrée 2010. La communauté française, elle, laisse déjà depuis 2005 à la libre appréciation des directions d'écoles le choix d'interdire ou non le foulard. Ainsi, à Bruxelles, une majorité de directions a fait le choix de l'interdiction, reléguant les jeunes filles concernées dans une poignée d'écoles ghettos.

Après un débat interne sérieux, la LCR a adopté une résolution (voir sur le site [www.lcr-lagauche.be](http://www.lcr-lagauche.be)). Selon nous, à la simple question de "faut-il une loi qui interdise le foulard à l'école sous peine d'exclusion" la réponse ne peut être que non. Non, car une organisation féministe et antiraciste qui se place résolument dans le camp des opprimé-e-s ne peut que combattre une loi qui discrimine directement et quasi exclusivement des jeunes femmes issues de l'immigration. Non, car dans le contexte actuel de la crise capitaliste nous ne pouvons nous laisser diviser et laisser notre attention se détourner des véritables combats, par des manœuvres de la droite réactionnaire qui désignent et stigmatisent des boucs émissaires. Non, car ce ne sont pas quelques milliers de jeunes filles, souvent très studieuses, qui représentent le véritable problème de l'enseignement, mais bien son manque de moyens, d'effectifs, et la démotivation généralisée qui en découle. Non, car l'Ecole, outil d'émancipation, ne

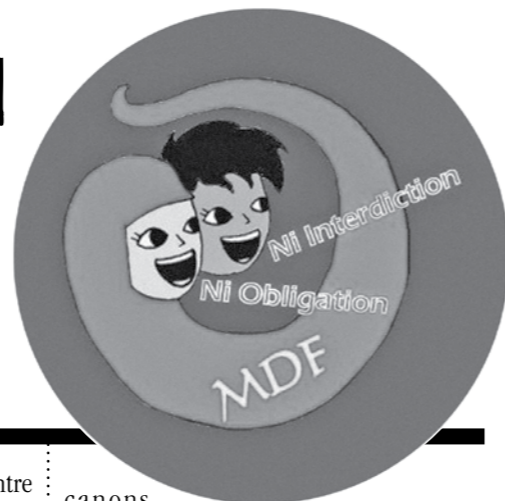
peut marchander le droit au savoir contre le renoncement de l'individu à l'expression de ses croyances, qu'elles soient philosophiques ou politiques.

## Le sens du foulard et sa généralisation hors contexte

Là où la droite et son racisme à peine voilé stigmatise ces jeunes filles pour diviser les travailleurs et les progressistes, certains et certaines à gauche tombent malheureusement dans le piège et soutiennent l'interdiction au nom de conceptions féministes étriquées, d'une interprétation intégriste de la laïcité ou encore de stéréotypes non discutables, non vérifiés (surtout pas auprès des premières concernées) et sans appel.

Or, la réalité est plus complexe. Il va sans dire que nous sommes opposés à toute forme d'oppression des femmes et donc à toute obligation qui leur est faite de porter un voile, un foulard ou une burka contre leur volonté, que ce soit par la loi d'un Etat ou par les pressions familiales. Mais ce n'est pas le foulard en tant que tel que nous rejetons, mais bien l'obligation de le porter dans tel ou tel contexte.

Mais, dans d'autres contextes, où il est porté volontairement, et qui plus est lorsqu'il concerne des jeunes filles de la deuxième ou de la troisième génération de l'immigration, qui sont nées et ont grandi ici, peut-on réellement et aveuglément crier à la même oppression, illustrée par le même symbole? Un foulard librement porté, par conviction personnelle, par choix identitaire, culturel ou autre est-il encore le même "symbole d'oppression" à partir du moment où il n'empêche nullement ces femmes de s'émanciper concrètement, par leur propre voie? L'oppression n'est-elle pas alors dans le chef de ceux qui veulent leur imposer la manière "externe" dont elles doivent s'émanciper pour respecter les



canons édictés par d'autres femmes, émancipées par d'autres moyens, dans d'autres contextes?

## To be or not to be laïc

Catherine Samary dit, très justement, qu'il ne faut pas confondre croyance, croyant, religieux et ordre religieux. Comme organisation marxiste, nous rejetons comme erronées les interprétations religieuses du monde, mais tout en affirmant que la croyance est un droit inaliénable de l'individu et que la religion en tant que telle n'est pas seulement un "opium du peuple". Elle peut être parfois l'expression, le "cri de la créature opprimée, le cœur d'un monde sans cœur" selon l'analyse (complète!) de Marx.

La juste définition de la laïcité, selon nous, c'est la séparation entre l'Eglise et l'Etat afin que les religions n'exercent aucun pouvoir politique et que l'Etat n'impose aucune forme de pensée philosophique. Ce n'est pas la ségrégation et l'apartheid entre les croyants et les non-croyants. Les femmes portant le foulard ne sont d'ailleurs pas des "religieuses", comme les nonnes ou des curés en soutane, elles sont de simples croyantes.

Notre combat est avant tout dirigé contre cette société capitaliste qui rend nécessaire pour certains le refuge dans des chimères religieuses, faute de pouvoir assurer le bonheur réel, équitable et juste ici-bas. Dans une société socialiste, les aliénations religieuses pourront dépérir car une telle société offrira la base matérielle permettant de garantir le libre épanouissement de chacun-e. Et cette société, nous ne l'obtiendrons que par la mobilisation dans l'unité la plus large de la classe ouvrière et de tous les opprimés, sans aucune distinction ethnique ou religieuse. ■

www.moudf.be

# Interview de Karima: Porter le voile pour s'affirmer

✦ propos recueillis par Céline Sylvestre

Le Collectif Féministe Interculturel et Laïc (CFIL) s'est constitué à Liège en décembre 2009. Son point de départ fut la rencontre de jeunes femmes soutenant la campagne "Ni Obliger Ni Interdire" du MDF (Mouvement pour les Droits Fondamentaux) qui décidèrent d'aller plus loin et de se rassembler avec des hommes et des femmes dans un combat féministe et antiraciste. Il est partie prenante de la Marche Mondiale des Femmes.



**Karima:** "Le collectif CFIL s'est mis en place suite aux différentes attaques visant les jeunes femmes musulmanes, en particulier concernant leur façon de se vêtir et de pratiquer leur religion. Ce qui m'a le plus interpellée et décidée à me mobiliser est le fait qu'on restreigne nos droits et qu'une minorité d'ordinaire absente sur l'espace public soit particulièrement visée. Le fait de porter le voile devient passible de sanctions alors qu'on ne commet aucun délit et que la liberté de culte est défendue par notre Constitution.

Une telle forme de s'engager dans un collectif et d'agir sur la place publique ne fait pas vraiment partie de notre éducation, et

il y a une certaine barrière psychologique à franchir pour certains musulmans. D'autant qu'à l'extérieur de notre communauté et dès l'enfance, on nous fait ressentir que nous ne sommes pas des Belges d'origine, et on apprend très vite à se taire et à rester en retrait.

C'est aussi dans ce climat qu'il faut comprendre le phénomène par lequel de plus en plus de jeunes filles commencent à porter le voile, généralement à l'adolescence qui est une période de révolte. Ce n'est pas toujours lié à une recherche spirituelle mais peut correspondre à un besoin de s'affirmer, de provoquer, et d'apparaître enfin sur l'espace public. Beaucoup de ces jeunes filles portent le voile contre l'avis de leurs parents. Il s'agit de dire: "On existe. On fait partie de ce pays." Ces jeunes sont nées en Belgique et se sont sans cesse vu rappeler leurs origines étrangères. Elles subissaient déjà des discriminations avant de porter le voile. Malheureusement, celles-ci s'amplifient dès qu'elles s'affirment de la sorte. Toute expression d'une différence tendant à être marginalisée dans nos sociétés.

## S'engager durablement

Le rôle du CFIL doit être, pour moi, de sensibiliser le public aux différentes thématiques que nous abordons. Il y a beaucoup de préjugés dans la population sur ce que sont le féminisme et la laïcité. Dans la communauté maghrébine, les stigmates d'une vision uniforme du féminisme ne tenant pas compte des particularités culturelles des différents publics des quartiers populaires et ayant pu sembler moralisatrice et méprisante, pèsent encore. Mais quand nous expliquons les idées que nous défendons, nous obtenons une très large adhésion. Il nous reste à convaincre un public peu habitué à ces modes d'action de s'engager concrètement et durablement." ■

# Ilhem Moussaïd, candidate sur la liste NPA en France, portant le foulard

La polémique qui a fait suite à l'annonce de la candidature de notre jeune camarade française Ilhem Moussaïd sur une liste du NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) n'a pas cessé d'enfler, jusqu'à prendre une tournure proprement surréaliste. Comme bien d'autres, la LCR belge a tenu à exprimer toute sa solidarité à la camarade Ilhem.

Cette offensive est le résultat direct de la campagne islamophobe permanente et du climat raciste installé par la droite depuis plusieurs années en France. Une offensive qui a gagné en intensité depuis l'interdiction du port du foulard dans les écoles, jusqu'aux "débats" actuels sur l'identité nationale et la burqa. A l'heure où certains en Belgique, en premier lieu le MR, s'engagent également sur cette voie, la situation française a de quoi nous alerter; de l'égratignure au danger de gangrène, il n'y a qu'un pas.

Un large comité de soutien s'est mis en place autour de Ilhem qui est d'abord et avant tout une jeune militante anticapitaliste, écologiste, internationaliste et féministe.

Le comité souligne que "par son engagement et son courage, elle représente un modèle d'émancipation. Elle prouve que l'on peut être femme, immigrée, habitant un quartier populaire, croyante et en même temps se battre pour la liberté, la laïcité et la démocratie, pour l'émancipation. Elle a le courage de ne pas dissimuler ses convictions personnelles et de refuser une attitude hypocrite. Une nouvelle fois, ses détracteurs nient les valeurs qu'ils prétendent défendre et en particulier le rejet de toute forme de discrimination." ■

< Ilhem Moussaïd, NPA



# Féminisme et droit de choisir, un combat d'actualité

✦ par Nicolas, Liège

Si l'oppression des femmes a été dénoncée depuis longtemps c'est à partir de la fin du XIXe siècle que la question de la place des femmes a été pensée plus systématiquement par le mouvement ouvrier, mais aussi par des féministes bourgeoises comme les Suffragettes. La "prolétaire des prolétaires" entra plus directement dans le combat politique. La révolution soviétique donna le droit à l'avortement dès 1920 (supprimé par Staline en 1936), et améliora la condition des femmes.

Pendant la première moitié du XXe siècle, quelques initiatives autour de la contraception virent le jour, comme en Belgique où des militantes de gauche ouvrirent en 1934 une "consultation conjugale" et défendirent l'idée que les parents devaient pouvoir choisir le moment d'avoir des enfants. Cela restait dans le cadre étiqué de la famille traditionnelle, encadré par une loi interdisant contraception et avortement, défini en 1867 comme un crime "contre l'ordre des familles et de la moralité publique". La loi ne reconnaissait aucune exception, mais la jurisprudence admit dès la fin du XIXe siècle l'avortement en cas de danger. En 1923 une loi étendit l'interdit à l'information sur la contraception et à sa publicité.

Dans la plupart des "démocraties", les femmes accédèrent tardivement au droit de vote, mais cela permit d'ouvrir de nouvelles perspectives de mobilisation. Le combat pour le droit à disposer de leur corps et de sa sexualité, comme beaucoup de luttes contre le vieux monde, émergèrent dans l'immédiat après-guerre et se structura au cours des décennies 1960 et 1970. Un monde, obsolète et corseté, devait changer... dans toutes ses dimensions.

Les luttes des années 1960 et 1970 furent rendues possibles grâce aux mutations de

l'après-guerre : destruction d'une partie des fascismes, travail généralisé des femmes, exode rural qui cassait les archaïsmes, offensive des intellectuels/les et des organisations de gauche, accès à l'éducation, recul du christianisme, gain de nouveaux droits, etc.

## Indépendance économique et sociale des femmes

L'apparition de structures telles que le Planning familial (1962 en région wallonne) et d'outils nouveaux comme la pilule abortive en 1955 posait la question de l'utilisation de moyens sûrs pour contrôler les naissances et libérer la sexualité des risques de grossesse non désirée, et donc mettre fin aux "faiseuses d'anges" tout en interrogeant l'idéologie du patriarcat. Un des enjeux de la période fut donc l'émergence d'une femme économiquement et socialement indépendante, capable de faire des choix et de déterminer la direction que sa vie doit prendre. Naturellement, cela ne se fit pas tout seul, y compris au sein des organisations ouvrières dont la grande majorité des militants étaient des hommes, dont beaucoup considéraient cette question au mieux comme secondaire. La société et les mentalités changeaient... à la vitesse d'un glacier. Quant aux lois criminalisant l'avortement et la contraception, elles demeuraient en l'état même si leur application n'était pas toujours rigoureuse.

Pour illustrer cette situation, on peut prendre le cas de la Belgique où à partir de 1940 certains hôpitaux pratiquèrent des avortements thérapeutiques, et où certains centres



non-confessionnels du Planning familial pratiquèrent des interruptions volontaires de grossesse (IVG) en région wallonne dans de bonnes conditions à partir du début des années 1960. Ces opérations étaient interdites mais la Justice fit preuve de mansuétude jusqu'en janvier 1973, quand le gynécologue Willy Peers fut placé en détention préventive pour aide à l'avortement. Pour faire avancer la lutte, les femmes et leurs soutiens durent recourir à des méthodes médiatiques pour briser l'hypocrisie et faire émerger un débat public: "Manifeste des 343 salopes" en France ou utilisation de l'arrestation du docteur Peers par les organisations progressistes belges pour attaquer la loi, l'Ordre des médecins et l'Eglise. Cette initiative permit la libération du médecin et le vote d'une loi dépénalisant l'information et la publicité sur la contraception. Les poursuites judiciaires cessèrent et la pilule commença à être diffusée.

## La femme décide!

En 1967, la loi Neuwirth dépénalisant la contraception et la loi Veil de 1974 fixant pour cinq ans les conditions pour effectuer une IVG marquèrent deux tournants en France. En 1976, les Comités pour la dépénalisation de l'avortement furent créés en Belgique à la suite d'une mobilisation intitulée "Avortement, les femmes décident!". Ces Comités organisèrent à Bruxelles la première manifestation sur ce thème le 5 mars 1977 et réunirent 7000 personnes et en 1978, ils menèrent une nouvelle action nationale à Gand. Mais les arrestations reprirent sur dénonciation... cette année-là. En Italie, une loi fut promulguée le 22 mai 1978 pour autoriser l'IVG en cas de grossesse à risque mais le consentement des parents demeurait indispensable pour les mineures sauf exceptions. Le 31 mars 1979, plus de 7000 personnes manifestèrent de nouveau à Bruxelles, à l'occasion de la Journée internationale pour la contraception et l'avortement et contre les stérilisations forcées. Peu à peu, d'autres pays adoptèrent des textes législatifs plus souples concernant l'avortement, à l'image de l'Espagne en 1985 (IVG pour cause de viol ou en cas de risque) ou du Danemark en 1986.

La majorité parlementaire conservatrice en Belgique a bloqué, de 1978 à 1986, toute avancée pour les femmes. Une première attaque contre les droits des chômeurs non chefs de famille et l'extension du travail à temps partiel aux femmes montrent que, pendant cette période, la crise a d'abord touché principalement les travailleuses. Le Front pour la Dépénalisation de l'Avortement a pris l'initiative d'entamer des discussions avec les femmes de la CSC afin de collaborer à la mise sur pied d'une plate-forme contre la crise. Sous l'impulsion des groupes féministes socialistes (Femsoc) il a été convenu de ne pas inclure les revendications relatives à l'avortement dans la plate-forme anticrise afin de rendre possible l'unité de toutes les travailleuses et chômeuses.

Cette approche raisonnable a permis plus de compréhension au sein du mouvement ouvrier chrétien en ce qui concerne le droit à l'avortement. C'est sous l'impulsion de ce front des femmes que le CVP a fait des concessions en Flandre. Le CVP s'est abstenu lors du vote de la légalisation partielle de l'avortement. La loi a été votée en

1990. Afin de permettre au roi Baudouin Ier, catholique fondamentaliste, de ne pas signer la loi, celui-ci a été déclaré "incapable" pendant 24 heures et c'est Wilfried Martens, Premier ministre qui a signé.

Mais qu'est-ce que ces législations nationales? Des textes minimalistes qui reconnaissent la réalité d'une évolution des mœurs, tout en refusant de céder aux revendications féministes. Cherchant à désamorcer une lutte ascendante, ces textes n'autorisent pas l'avortement et n'en font pas un droit; ils le tolèrent en cas de danger tout en le conditionnant à un ensemble de mesures contraignantes et limitent la période de l'intervention à 12 semaines maximum après la conception. Par ailleurs, ces lois instaurent une

leur (France en 1992 et 1993; Espagne en février 2010).

Dans la plupart des cas, les revendications se sont concentrées depuis l'adoption des textes de dépénalisation sur le terrain de l'accessibilité financière et géographique à la contraception et aux consultations médicales, et sur la mise en place de politiques d'information adaptées aux différents publics. En Belgique comme ailleurs, beaucoup reste à faire, même si les centres de Planning obtiennent des subventions des pouvoirs publics régionaux permettant de délivrer gratuitement pilule du lendemain et pilule contraceptive, et si depuis le 1er mai 2004, les jeunes femmes de moins de 21 ans obtiennent des réductions pour l'achat de contraceptifs.

## Des attaques directes et perverses

Là où les travailleurs/euses gagnent des droits nouveaux par la lutte et l'auto-organisation, la bourgeoisie et les forces réactionnaires veulent les briser si le rapport de forces change. Comme souvent, la bourgeoisie et ses alliés maintiennent des droits formels intouchables en en supprimant la substance qui les rendent réels et tangibles. Il en est de même pour les droits des femmes, et les difficultés économiques des travailleur-euse-s tendent à masquer ce combat et à le faire passer au second plan. Aussi, les anti-IVG manient attaques directes minoritaires et agressions perverses qui sapent les bases-mêmes des droits des femmes pour les vider de tout contenu. De plus en plus, partout en Europe, les droits des femmes reculent, et en France le mouvement pro-life a obtenu en

2008 une jurisprudence acceptant la possibilité d'inscrire le fœtus mort-né au livret de famille, lui reconnaissant ainsi une existence humaine. En Lituanie, le risque d'un retour en arrière est d'actualité, et de grandes mobilisations des anti-IVG ont eu lieu en 2009 et 2010 à Madrid et en France.

Lister les attaques détournées contre les femmes serait trop long pour cet article. Mais ce qui est certain, c'est que le 28 mars 2010, les anti-IVG organisent une "Marche pour la vie" à Bruxelles. Nous devons nous mobiliser largement pour les contrer, car leur place est dans les poubelles de l'Histoire d'où ces reliquats moyenâgeux n'auraient jamais dû ressortir. ■



clause de conscience permettant de refuser de pratiquer une IVG. Pour compléter ce dispositif, une Commission d'évaluation nationale fut instituée en Belgique pour suivre l'évolution du nombre d'IVG et l'application de la loi de 1990.

## Avancée sur le plan légal

Ces lois furent indiscutablement une avancée, puisque les risques judiciaires encourus par les femmes et les médecins furent restreints, mais une avancée limitée dans le combat pour le droit de disposer totalement de son corps. Depuis cette loi de 1990 en Belgique, d'autres pays européens ont adopté des réglementations semblables (Allemagne en 1995; Portugal en 2007 à la suite d'un référendum) ou ont modifié la

# La rage au ventre, le sourire aux lèvres et le coeur au poing



✦ par Mauro Gasparini

## Les jeunes au 16ème Congrès Mondial de la IVème Internationale: compte-rendu.

"La jeunesse: un secteur central pour les anticapitalistes". C'est par ce titre limpide que commence le texte de contribution des Jeunes au Congrès de la IV, proposé par des jeunes camarades d'Italie, du Danemark, de France, d'Espagne, d'Allemagne, de Grèce et de Grande-Bretagne. Un secteur central, donc, pour plusieurs raisons: d'abord, en Europe, on a pu constater ces dernières années un renouveau des luttes et des révoltes de la jeunesse, qu'elle soit étudiante, lycéenne, immigrée ou précaire. Des mobilisations massives, parmi lesquelles on retiendra celle contre le CPE en France, la révolte de la jeunesse grecque en 2008, les émeutes dans les banlieues françaises, les grèves contre le démantèlement de l'enseignement supérieur en Italie, en France, en Croatie, en Allemagne, en Grèce, en Autriche et dans l'Etat Espagnol. Sans compter les contresommets face au G8 à Rostock en 2007 et à l'OTAN l'année dernière, les camps No Border et la mobilisation dans les mouvements pour une justice climatique à Copenhague. Cette liste non-exhaustive démontre un réel activisme dans la jeunesse, qui ne craint pas d'affronter l'Etat et son appareil répressif.

### Mais qu'est-ce que la jeunesse?

La classe dirigeante a donc un œil attentif sur les mouvements de la jeunesse, plus spontanés et potentiellement plus radicaux que ceux des aînés. Bien que la jeunesse ne constitue pas un groupe social homogène, elle partage une série de caractéristiques communes, notamment la situation transitoire des jeunes et leur rapport particulier aux institutions : famille, école, armée, police, entreprise



capitaliste. Elle est maintenue dans un statut inférieur, où l'on tente de la "recadrer" dans le droit chemin de la soumission (ce que certains réactionnaires appellent "devenir adulte") à l'ordre établi et l'on nie souvent sa capacité et sa liberté à pouvoir faire ses propres choix, à s'exprimer, à s'auto-organiser. La jeunesse a aussi une place particulière dans la division du travail: elle est intégrée à l'appareil de production de manière incomplète, à travers des contrats précaires ponctués de chômage et de formations diverses, et subit donc moins l'aliénation du travail. Les étudiants disposent de plus de facilités pour se mobiliser. Les jeunes ont "tout l'avenir devant eux"... Autant de raisons de se révolter !

### La cible, c'est nous!

Cette place instable des jeunes constitue aussi une chance pour la classe dirigeante: celle-ci peut l'utiliser pour s'attaquer aux droits de l'ensemble des travailleurs, avec ou sans emploi, pour augmenter ses profits. Pour cela, plusieurs moyens sont mis en œuvre par les gouvernements: le processus de Bologne a servi à déqualifier

les diplômés en fragmentant les cursus universitaires, l'individualisation des conditions de travail et de salaires succédant à celle des diplômés et au formatage des esprits selon les besoins du capital. Les jeunes, dans un contexte de chômage de masse, sont contraints d'accepter des intérim, CDD, contrats aidés, souvent en-dessous de leur niveau de qualification, pour pouvoir décrocher un emploi. Le CPE en constituait l'exemple par excellence. Les gouvernements subsidient aussi largement les entreprises privées qui n'engagent de plus en plus que par effet d'aubaine pour profiter de la manne publique. Joëlle Milquet, avec son "plan d'embauche win-win" (pour les capitalistes c'est certain), va ainsi accorder une aide allant jusqu'à 1100 euros par mois (payée par l'ONEM) aux patrons qui engagent de jeunes chômeurs, en plus des exonérations de cotisations ONSS! Parallèlement à cette casse sociale, les gouvernements déploient un arsenal de répression toujours plus étendu pour mater la jeunesse: contrôles des jeunes chômeurs avec menace de suppression des allocations, harcèlement policier des

jeunes de couleur, répression féroce des mouvements de jeunes (flics dans les lycées, armée dans les facs, arrestations massives lors du sommet Copenhague, Etat d'urgence contre les émeutes des banlieues).

### Quelle place pour les jeunes dans la IVème Internationale?

Telle est en fin de compte la question posée par ce texte de contribution au Congrès mondial. Et la réponse est logique: face à cette radicalisation progressive, nous, jeunes de la IV, pouvons favoriser l'émergence d'une conscience anticapitaliste dans la jeunesse et son auto-organisation dans des groupes de jeunes au sein de nos partis ou en-dehors de ceux-ci. C'est parce que les jeunes ont leurs propres structures d'auto-organisation coordonnée qu'ils peuvent apprendre à exercer des responsabilités et à discuter ensemble des orientations stratégiques qu'on laisse encore trop souvent aux camarades plus âgés. Nous devons construire des organisations orientées vers l'action, et dirigées vers la jeunesse lycéenne, des entreprises de jeunes précaires et de l'enseignement supérieur. Celles-ci doivent également parvenir à élaborer un matériel militant (tracts, brochures, affiches, voire presse) sur les questions spécifiques à la jeunesse. Mais les camarades plus expérimentés sont aussi des passeurs, à la manière d'un Bensaid, ils peuvent nous transmettre une expérience, une mémoire des luttes et des débats théoriques ou nous donner quelques astuces parfois bien utiles!

### Cet été: camp des jeunes en Italie

La formation et l'auto-formation sur le capitalisme, l'histoire des luttes sociales, la stratégie révolutionnaire restent une nécessité si l'on ne veut pas perdre tout ce que celles-ci ont pu apporter comme leçons. L'Ecole internationale des jeunes à Amsterdam figure au centre de ce processus. Avec la rencontre internationale des jeunes de la IV qui rassemble chaque été 500 jeunes anticapitalistes, elles constituent des moments et des lieux fondamentaux d'échanges militants et d'internationalisme fraternel. Nous nous y retrouverons du 25 au 31 juillet, en Italie, pour débattre de la famille, du patriarcat, des partis anticapitalistes, de l'écologie, avec la rage au ventre, le sourire aux lèvres et le coeur au poing! ■

# Si un patron a le "droit" d'exploiter un adolescent, le jeune doit avoir le droit de voter!

✦ par Céline Caudron

Sollicitée par le journal *Le Soir* pour donner son opinion concernant l'abaissement de l'âge du droit de vote, notre porte-parole Céline Caudron a développé nos arguments sur cette question.

La LCR se prononce en faveur d'un abaissement de la "majorité électorale" à 16 ans pour les raisons suivantes:

**1.** En Belgique, un-e jeune peut travailler à partir de 15 ans. Si un patron a le "droit" de les exploiter, les jeunes doivent aussi avoir le droit de voter. Dans le même sens, selon l'article 15 de la Convention des droits de l'enfant, un-e jeune peut être adhérent-e et même administrateur/trice d'une association. Si on reconnaît aux jeunes une légitimité à administrer une association, pourquoi leur refuser le droit d'exprimer leur opinion par le suffrage?

**2.** L'argument que les jeunes ne seraient "pas prêts" ne tient pas la route: leur donner ce droit à 16 ans, c'est aussi les faire s'intéresser à la politique plus tôt. L'immaturation ou l'ignorance peuvent être tout aussi grands à 40 ou à 60 ans: ce sont ces arguments infondés qui ont aussi servi à "justifier" l'opposition au droit de vote pour les femmes. A cet égard, l'école a aussi la responsabilité d'apporter une formation générale à tous les jeunes -ce qui est loin d'être le cas avec l'enseignement inégalitaire qui existe aujourd'hui en Belgique-, avec de bonnes bases de sciences sociales, politiques et économiques pour une meilleure compréhension de ces deux derniers siècles et pour apprendre à débattre, s'exprimer et se forger une opinion avec un esprit critique.

**3.** La tendance à abaisser l'âge de la majorité électorale se répand en Europe: en Autriche, la majorité électorale a été abaissée à 16 ans pour toutes les élections; en Allemagne et en Suisse, les jeunes de 16 et 17 ans peuvent voter aux élections locales dans certains Etats con-

stituants. Mais, en Belgique, c'est plutôt l'abaissement de la majorité pénale à 16 ans qui est aujourd'hui envisagé... entre autres par Charles Picqué du PS qui prend ainsi de vitesse la droite "décomplexée" et l'extrême-droite généralement les premières à plébisciter ce genre de mesures! Nous sommes opposés à l'abaissement de l'âge de la majorité pénale à 16 ans et refusons que l'abaissement de l'âge de la majorité électorale puisse servir de prétexte à ce genre de mesure liberticide et sécuritaire qui va dans le sens opposé à un élargissement de la démocratie.

**4.** Plus largement, nous rejetons la citoyenneté à plusieurs vitesses (conditionnée à l'âge, à la nationalité, au logement, etc) et défendons au contraire le suffrage universel intégral, c'est-à-dire le droit de vote pour tous et pour toutes. Nous sommes également pour lier le droit de vote pour tous et pour toutes à l'éligibilité à tous les niveaux. Aujourd'hui, par exemple, un(e) jeune de 18 ans peut voter mais ne peut pas être candidat(e) -et donc pas éligible- aux élections européennes. C'est une absurdité.

**5.** Les élections ne suffisent pas pour avoir une réelle démocratie. Il faut aussi, notamment, favoriser la libre expression de ses convictions. Pour la jeunesse, les dispositions des règlements d'ordre intérieur de beaucoup d'écoles et les propositions de loi visant à généraliser une interdiction des signes "ostentatoires" ou "convictionnels" sont inacceptables parce qu'elles portent directement atteinte à la liberté d'expression des jeunes, et, en l'occurrence, particulièrement des jeunes musulmanes qui portent le foulard.

**6.** Pour la jeunesse, l'auto-organisation passe par des syndicats lycéens et étudiants et par une démocratisation de l'institution scolaire qui leur donne la possibilité de contrôler réellement les orientations de leur école, les projets parascolaires, les travaux pratiques, etc... ■

< Céline Caudron, LCR



# Réguler les inscriptions ou abolir le marché scolaire ?

par Thierry Pierret

Le projet de Décret du Gouvernement de la Communauté française sur la régulation des inscriptions scolaires a été voté en commission. Après les Décrets "Inscriptions" et "Mixité", c'est la troisième tentative de réguler les inscriptions scolaires en Communauté française. Sera-t-elle la bonne? Rien n'est moins sûr...

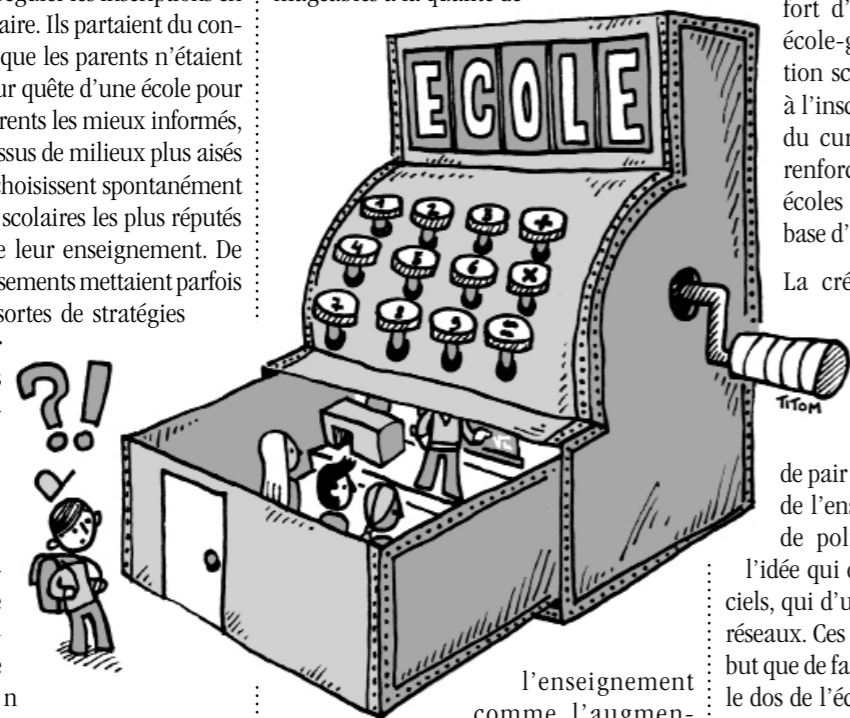
Les ministres successifs de l'Enseignement se sont efforcés de réguler les inscriptions en 1ère année secondaire. Ils partaient du constat – bien réel – que les parents n'étaient pas égaux dans leur quête d'une école pour leur enfant. Les parents les mieux informés, qui sont souvent issus de milieux plus aisés que la moyenne, choisissent spontanément les établissements scolaires les plus réputés pour la qualité de leur enseignement. De plus, lesdits établissements mettaient parfois en œuvre toutes sortes de stratégies pour empêcher l'inscription des élèves "indésirables".

## Un, deux, trois décrets

Le Décret "Inscriptions" de Marie Arena (PS) imposait une période d'inscription identique pour tout le monde à partir de l'année scolaire 2008-2009. C'en était fini des inscriptions longtemps à l'avance – parfois des années! – qui permettaient aux établissements plus aisés de préserver l'homogénéité de leur public scolaire. Désormais, il fallait inscrire son enfant dans un laps de temps bien précis selon le principe "premier arrivé, premier servi". Résultat: une ruée des parents vers les écoles les plus prisées. Des parents qui étaient parfois obligés de prendre congé pour camper pendant un ou plusieurs jours devant les portes de l'école de leur choix... ou de payer quelqu'un pour le faire à leur place. D'autres parents, dans

l'impossibilité de prendre congé ou de payer, étaient exclus de fait.

Le Décret "Mixité" de Christian Dupont (PS) a tenté d'y remédier en introduisant le tirage au sort à partir de l'année scolaire 2009-2010. Résultat: les parents ont fait des inscriptions multiples pour augmenter leurs chances de décrocher une place dans une bonne école. Une "bulle" d'élèves sans école s'est formée qu'il a fallu résorber à coups d'expédients parfois dommageables à la qualité de



l'enseignement comme l'augmentation du nombre d'élèves par classe dans plusieurs établissements en surnombre.

Le projet de Décret de Marie-Dominique Simonet (CDH) tente à nouveau d'y pour l'année scolaire 2011-2012 par un dispositif qu'il est impossible de décrire en détail ici. Si la procédure est simplifiée pour les parents – ils ne doivent plus introduire qu'un formulaire d'inscription auprès de l'école de leur premier choix (entre le 27 avril et le 7 mai 2010) – elle sera d'une complexité sans pareille pour les établissements scolaires et l'administration. En effet, elle met en œuvre une multitude de critères pour

départager les élèves surnuméraires. Elle en sera d'autant plus opaque et injuste.

## Abolir le marché scolaire

Comme les Décrets précédents, il ne fait que coopter une poignée d'élèves défavorisés dans les bonnes écoles. Mais quid de la grande majorité des élèves défavorisés? De plus, nombre de ces élèves cooptés seront éliminés à l'issue de l'année scolaire via une "réorientation" plus ou moins "suggérée" par le CPMS. Ils risquent alors fort d'échouer dans une nouvelle école-ghetto. En effet, la ségrégation scolaire ne joue pas seulement à l'inscription, elle joue tout au long du cursus scolaire. Elle est encore renforcée par la concurrence entre écoles et entre réseaux qui est à la base d'un quasi-marché scolaire.

La création d'un réseau unique, public et pluraliste, permettrait de mieux lutter contre les inégalités scolaires entre les écoles comme en leur sein. Mais cela doit aller de pair avec un refinancement massif de l'enseignement. En effet, nombre de politiciens bourgeois avancent l'idée qui d'une fusion des réseaux officiels, qui d'une "meilleure synergie" entre réseaux. Ces propositions n'ont pas d'autre but que de faire de nouvelles économies sur le dos de l'école en augmentant la mobilité des professeurs (donc au détriment de l'emploi et de la stabilité) et en nivelant par le bas leurs conditions de salaire et de travail (démantèlement du statut). D'autres politiciens – parfois les mêmes! – s'ingénient à dresser le libre et l'officiel l'un contre l'autre pour mieux diviser les enseignants en lutte contre les économies dans l'enseignement. La mise en place d'un réseau unique, public et pluraliste ne doit pas être imposée aux enseignants, aux parents et aux élèves du réseau libre. Cette revendication doit être formulée et discutée avec eux, sur base des nécessités concrètes, et non pas avancée contre eux dans un esprit corporatiste et "laïcard". ■

Titom - creative commons - <http://btl.attac.be>

image: Chris Den Hond

# Turquie/Kurdistan: liquidation ou "ouverture démocratique"?

par Ay Veli, Girgimi Hiznî

Depuis le mois de juin 2009, l'actualité en Turquie est en grande partie occupée par le projet du gouvernement du Parti de la Justice et du Développement (AKP), nommé successivement "ouverture kurde", puis "ouverture démocratique" et enfin "projet d'union nationale". Dans un Etat connu pour avoir mené l'épuration et l'assimilation de ses minorités sur la base de politiques racistes, la recherche d'une solution se fait de façon paradoxale.

Le projet d'une "ouverture démocratique" intervient dans le cadre de l'intervention américaine en Irak. Le retrait prévu des troupes US en 2011 et le projet de les remplacer partiellement par l'armée turque obligent le régime d'Ankara à nouer de bons rapports avec les Kurdes irakiens et à placer sous contrôle la question kurde dans son pays. L'établissement de rapports politiques et économiques avec le Kurdistan autonome n'a pas d'impact positif sur la politique du régime à l'égard des Kurdes de Turquie. L'encercllement de l'Irak nécessite également une Turquie forte dans la région, une Turquie qui contrôle ses minorités.

## La question kurde et le PKK

La question kurde perdure depuis plusieurs siècles, après plusieurs révoltes réprimées durant les 40 premières années du XXe siècle. La dernière réaction significative des Kurdes a trouvé son expression dans le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a pris le socialisme scientifique comme référence de son action et a pu organiser la jeunesse et la paysannerie kurdes pour lutter contre les politiques assimilationnistes et répressives du régime turc.

Dans les années 1980, dans le contexte et sous l'influence de la guerre froide, le PKK défendait la création d'un Etat nation regroupant les quatre parties du Kurdis-

tan. Or dans les années 1990, il a changé de position en prônant la solution de la question kurde dans le cadre des frontières existantes, en exigeant la reconnaissance des droits collectifs et démocratiques du peuple kurde. Le programme politique du PKK, sa structure et ses cadres se sont adaptés à ce changement. Bien que le PKK soit surtout connu comme un mouvement de guérilla, l'essentiel de ses activités, peu ou pas connues en Europe, se déroule depuis une vingtaine d'années dans le cadre politique et légal.

A partir des années 90, malgré la rigidité et l'étroitesse du cadre offert par les lois du régime turc, le PKK a encouragé la création de partis politiques, d'associations, la participation aux syndicats, aux organisations de défense des droits humains, etc. Après sa capture, son dirigeant A. Öcalan a demandé, dans ce sens, à la guérilla de se retirer des frontières de la Turquie pour se réfugier au nord de l'Irak et en Iran. L'armée turque a profité de cet appel pour intensifier ses opérations à la frontière et plus de 500 guérilleros ont été tués lors du retrait. L'interdiction du parti kurde, le Parti démocratique du Peuple (DTP), est la dernière expression de la politique tendant à exclure les Kurdes du champ politique.

## L'"ouverture démocratique" en actes

Le dernier cessez-le-feu, déclaré le 13 avril 2009 par le PKK, précède le lancement du projet d'"ouverture démocratique". Durant cette période, l'armée turque a mené plus de 270 opérations, quant au PKK il a riposté 7 fois. Dans le cadre des opérations policières, plus de 1500 personnes ont été mises en garde à vue; 750 environ ont été arrêtées, parmi lesquelles plus de 120 enfants âgés de 12 à 18 ans (d'après une loi votée en 2005 par l'AKP, les enfants peuvent être jugés et condamnés comme les adultes en vertu de la Loi anti-terroriste).

Parmi toutes ces personnes arrêtées, il y a de nombreux municipaux élus dans les régions kurdes, des cadres clés du DTP, défendant une position proche des revendications du PKK qui exige une solution juste et équitable à la question kurde. Dans le cadre des élections municipales, la plupart des personnes arrêtées avaient joué un rôle important dans la campagne. L'arrestation de ces militants et élus kurdes, l'interdiction du DTP, les opérations contre les mouvements révolutionnaires proches des Kurdes, l'accusation de terrorisme à l'égard des



syndicalistes, des défenseurs de droits humains montrent les intentions réelles du régime turc: la liquidation des structures politiques et associatives défendant les droits du peuple kurde, l'encercllement des syndicats et mouvements révolutionnaires.

Qui dit problème dit protagonistes du problème, or le projet du régime est l'extermination du protagoniste principal et de tous ceux qui peuvent lui être proches. Cette politique de négation, d'exclusion et de destruction du protagoniste voue à l'échec tout espoir d'une solution démocratique juste et équitable à la question kurde. ■

# Déficit budgétaire et internationalisation du Capital dans la théorie marxiste

✦ par Ernest Mandel

Écrit il y a près de 20 ans, cet article d'Ernest Mandel - l'un des plus grands économistes marxistes de la seconde moitié du XXe siècle - garde une surprenante actualité aujourd'hui, à l'heure où la crise gonfle partout les déficits publics.

## Déficit budgétaire contre la crise économique?

C'est l'économiste anglais John Maynard Keynes qui a mis à l'ordre du jour l'usage du déficit budgétaire comme moyen de combattre la crise économique et le chômage. Cette idée a été partiellement reprise par le mouvement ouvrier organisé de nombreux pays sous la forme de la relance économique par d'importantes dépenses dans le domaine des travaux publics. Ce fut le cas de la Belgique avec le Plan du Travail du POB dans les années trente.

D'un point de vue théorique, augmenter la demande globale (le pouvoir d'achat totalement disponible) dans un pays donné facilite la relance économique aussi longtemps qu'il y a des capacités de production non utilisées disponibles: chômeurs, réserves de matières premières, machines qui ne tournent pas à plein temps, etc. Ces ressources non utilisées sont en quelque sorte mobilisées par le pouvoir d'achat supplémentaire qui résulte du déficit budgétaire. Ce n'est que lorsque ces réserves sont épuisées que le déficit budgétaire débouche fatalement sur l'inflation.

## Payer des impôts, non. Emprunts d'Etat, oui.

Mais il y a anguille sous roche. Pour que le déficit budgétaire ne génère pas l'inflation bien avant que le plein emploi ne soit atteint, il faut que les impôts directs augmentent dans la même proportion que les revenus. Or, la bourgeoisie préfère souscrire à des emprunts d'Etat plutôt que de payer des impôts: les premiers rapportent, les seconds non. L'évasion fiscale est un phénomène universel en société bourgeoise au XXe Siècle. Dès lors, le déficit budgétaire s'accompagne pratiquement toujours d'un développement de la dette publique.

Le service de cette dette occupe une place croissante dans les dépenses publiques. Il tend à accroître le déficit budgétaire sans aucun effet bénéfique sur l'emploi. Au contraire: comme les salarié(e)s payent tout l'impôt dû, retenu à la source, la croissance de la dette publique implique une redistribution du revenu national aux dépens des salariés et au profit de la bourgeoisie.

## Investissement productif?

Les capitalistes ne sont pas obligés d'investir leurs revenus supplémentaires dans la production. Ils peuvent préférer les thésauriser ou les utiliser à des fins purement spéculatives. Même quand ils investissent, il peut s'agir d'investissements de rationalisation qui suppriment des emplois plutôt que d'en créer.

C'est que les capitalistes ne travaillent pas dans "l'intérêt général". Ils agissent pour augmenter au maximum leurs profits. Ce comportement aboutit justement à l'accroissement périodique du chômage et aux crises économiques plus ou moins longues. Au cours de ces crises, la masse et le taux du profit chutent. La restauration du profit est dès lors la priorité absolue pour la bourgeoisie. L'accroissement du taux d'exploitation des salarié(e)s - en termes marxistes: le taux de la plus value - est le moyen de choix pour arriver à cette fin.

La politique d'austérité est partout à l'ordre du jour. Déflation "monétariste" et inflation keynésienne ne sont que deux variantes de cette même orientation fondamentale.

Les cours d'économie du développement enseignés dans toutes les Universités du monde affirment à juste titre que les investissements les

plus productifs à long terme sont ceux dans l'enseignement, dans la santé publique, dans l'infrastructure. Mais les dogmatiques du néo-libéralisme oublient cette sagesse élémentaire quand ils abordent les problèmes des finances publiques sous l'angle de l'"équilibre" à rétablir à tout prix. Ils sabrent de préférence dans les dépenses d'enseignement, de santé publique et d'infrastructure, avec des effets désastreux à terme, y compris sur la productivité.

## Deux stratégies

Face à l'internationalisation croissante du Capital et au pouvoir croissant des multinationales, il n'y a, au fond, que deux stratégies concevables pour les salarié(e)s et les activistes des nouveaux mouvements sociaux. La première est celle de la collaboration de classe avec sa propre bourgeoisie, contre "les" Allemands, "les" Britanniques, "les" Espagnols (ailleurs, c'est "les" Japonais, voire "les" Mexicains), patrons et salarié(e)s confondus. Ce n'est pas seulement idéologiquement réactionnaire, nourrissant le chauvinisme, l'égoïsme à courte vue, la xénophobie, voire le racisme. C'est aussi une politique de Gribouille.

Comme les multinationales trouveront toujours un pays où les salaires sont bas, les conditions de travail plus dures, les libertés démocratiques plus restreintes, s'engager dans cette voie-là, c'est s'engager dans une spirale déclinante des revenus, des conditions de travail et des libertés. C'est aller vers une "égalisation" par le bas.

La seconde, et la seule efficace, c'est celle d'une collaboration des salarié(e)s de tous les pays et de leurs alliés contre les patrons de tous les pays, dans le but de maintenir tous les acquis, et de ramener par étapes les salaires, la sécurité sociale, les conditions de travail des salarié(e)s des pays défavorisés vers ceux des pays les mieux lotis. C'est la logique de l'égalisation par le haut.

La priorité est à l'action de masse extra-parlementaire. Cette priorité n'implique aucun rejet d'initiatives de législation, ni au sein des parlements nationaux, ni au sein du parlement croupion européen. Elle comporte en plus une dimension morale décisive; la reconquête par le mouvement ouvrier, par les salarié(e)s et leurs alliés, du principe de solidarité admirablement exprimé par la devise du syndicalisme américain: "An injury to one is an injury to all" - porter atteinte à l'un ou l'autre d'entre nous, c'est porter atteinte à tous et toutes. ■

Ernest Mandel, *La Gauche* n°14, 12/08/1992

# Grèce: crise des finances publiques

✦ interview de Marros (Grèce) par Mauro Gasparini

S'il est un pays actuellement au centre de l'attention de la presse économique mondiale et au coeur de la nouvelle phase de la crise financière, c'est la Grèce. L'occasion de faire le point avec un jeune camarade de l'OKDE, Marros.

**Marros:** Nous sommes en plein dans la crise des finances publiques. L'Etat grec a perdu sa crédibilité auprès des marchés financiers, qui tentent d'imposer à la Grèce un plan massif et cohérent d'attaques contre la majorité sociale: dérégulations, baisse des pensions, augmentation de l'âge de la retraite, baisse des salaires, hausse des taxes sur les travailleurs. Et ils en voudront plus ensuite! Le gouvernement social-démocrate a renié ses promesses électorales. Il rejette la faute sur l'Union européenne, mais il a le même projet néolibéral. D'autres pays connaîtront la situation de la Grèce bientôt et les résistances vont s'intensifier. Mais nous devons répondre présents en construisant des organisations de masse anticapitalistes qui proposent une réelle alternative.

## Quelles sont les réactions des syndicats, de la population et des partis politiques?

La population voit que la banqueroute publique suit celle des banques, qui ont été aidées à coup de milliards par l'Etat. Les banques privées et les spéculateurs profitent de la situation. Le peuple a beau le savoir, être en colère, il ne voit pas les moyens de résister à ce plan et la peur domine. Il y a eu une grève générale massive la semaine dernière. La semaine d'avant, il y avait une grève du secteur public. Mais cela manque de continuité. La principale raison est que les leaders syndicaux prétendent s'opposer à ce

plan, mais sont prêts depuis le début pour le compromis, ils restent manipulés par le Pasok et le Parti communiste. D'un côté, il y a eu une forte radicalisation ces dernières années: occupations, grèves des enseignants, révolte de décembre 2008. Mais il y a aussi une démoralisation due au peu d'acquis de ces luttes. Même s'il y a maintenant un réseau de syndicats combatifs qu'on essaie de coordonner pour mettre la pression sur les grandes confédérations, il reste relativement faible.

Notre organisation est petite, elle compte une centaine de membres, ce qui est caractéristique de la gauche radicale grecque, où il y a autant d'organisations que d'îles! (rires) On est actifs dans le mouvement étudiant, les syndicats, le mouvement féministe et le mouvement antiraciste, qui constitue une priorité pour nous. Nous étions en première ligne dans la révolte de décembre 2008. Cet événement est fondamental car il a tracé une ligne entre



les différentes forces politiques. L'OKDE a participé à la création d'une coalition de la gauche anticapitaliste, Antarsia ("rebellion"), composée d'organisations issues de courants très différents. Elle compte 2500 activistes, joue un rôle-clé dans le mouvement étudiant et a des connexions avec les franges radicalisées de la classe ouvrière. ■



www.ernestmandel.org/en/multimedia/foto/MandelNewYork.jpg

# L'Internationale redevient une perspective

✦ par Salvatore Cannavò\*

Pour raconter le XVI<sup>e</sup> Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale, on pourrait commencer en parlant de la reconstitution de la section russe de la IV<sup>e</sup> Internationale. Une sorte de retour aux sources: la IV<sup>e</sup> Internationale fut fondée à l'initiative de Léon Trotsky, en 1938, dans le sillage de la lutte - et de la défaite - de l'Opposition de gauche et de la défection de l'Opposition de gauche en Russie au cours des années 1930.

On pourrait poursuivre en remarquant la présence de nombreuses organisations latino-américaines, à commencer par le courant "Marea Socialista", qui a intégré le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) de Chávez et qui a proposé de renforcer l'unité politique et l'unité d'action des courants internationaux pour répondre collectivement au projet d'une "Ve Internationale" lancée par le président vénézuélien.

On pourrait insister en soulignant l'importance de la naissance du Nouveau Parti Anticapitaliste en France qui, quelles que soient ses contradictions et ses difficultés de jeunesse, constitue la principale nouveauté de la politique européenne à côté des dynamiques qui, sous d'autres latitudes politiques, traversent la gauche allemande.

## Trois éléments importants

Pourtant, pour donner le sens du succès représenté par le XVI<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale - qui s'est achevé le 28 février à Nieupoort, en Belgique, sur la Mer du Nord - nous préférons citer trois éléments :

D'abord, la participation. Les délégués, les observateurs, les invités venant d'une bonne quarantaine de pays, ont permis de développer un débat alimenté par la présence de tous les continents, de l'Australie au Canada, de l'Argentine à la Russie, de la Chine à la Grande-Bretagne, du Congo aux États-Unis. Réussir à réunir,

durant cinq jours, dans un même lieu, de manière totalement autofinancée et sans un quelconque support institutionnel une telle quantité d'organisations n'est pas une chose facile.

Ensuite le fait, que pour la première fois le nouveau Comité international, élu lors de ce congrès, compte une présence de femmes supérieure au 40 %. Et les jeunes y sont en grand nombre. Le Comité international est maintenant un organisme "fédéral", c'est-à-dire que chaque réalité nationale dispose de ses propres représentants. Il n'y a pas de "rééquilibrages" des organes centraux - l'histoire a enseigné à ce courant international qu'il ne peut pas y avoir de ligne politique imposée d'en haut ni, encore moins, de parti "guide" - la composition du Comité international témoigne donc d'un renouvellement générationnel, d'un changement de mentalités et d'une nouvelle réalité politique et sociale.

Le troisième élément ce sont les retombées politiques et organisationnelles majeures, tournées vers le futur. En effet, le congrès était tourné vers l'Est, vers l'Asie, avec un rôle fondamental de l'organisation philippine, la présence, déjà mentionnée, des Russes (Mouvement socialiste Vperiod), celle du Parti polonais du travail (PPP) invité, l'orientation du groupe de Hong Kong en Chine et de la nouvelle organisation japonaise en construction vers la création de sections de l'Internationale. Mais surtout avec la présence importante et décisive du Parti du travail du Pakistan (LPP, Labour Party Pakistan), une organisation considérable, dont le congrès national, en janvier, culminait par un rassemblement de plus de dix mille travailleurs, paysans et, surtout, des femmes.

## Renouveau

Pour la IV<sup>e</sup> Internationale ce fut un renouveau, le signe du dépassement des difficultés des années 1990 et de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. Après une série de défections ou de scissions et une perte de perspectives, la discussion autour

de la possibilité ou, au moins, de la volonté d'envisager une "nouvelle Internationale" - fruit d'un processus politique possible, amorcé y compris par les choix réalisés en France, par les présences, comme celle des Pakistanais ou par le débat qui se déroule en Amérique latine - a fourni une nouvelle impulsion et une nouvelle sève au débat interne.

Le processus politique qu'il faut regarder avec attention est celui de la construction de "nouveaux partis anticapitalistes", larges, et avec une influence de masse, compris comme "la réponse actuelle à la crise du mouvement ouvrier et à la nécessité de sa reconstruction". Une perspective qui a son caractère international organique, sans pour autant se traduire de manière automatique dans une "ligne" qu'il faudrait suivre partout, servilement.

Une perspective, il faut le souligner, qui coïncide avec l'envie et le projet de renforcer ce courant politique qui a maintenant plus de soixante-dix ans, mais qui fait encore preuve d'une vitalité certaine. Comme en témoigne sa capacité de consacrer une session des débats - et d'approuver une nouvelle résolution - au changement climatique, considéré comme une des principales nouveautés du siècle qui s'ouvre et un terrain de bataille décisif du conflit "capital-travail".

Du reste, cette attention aux nouvelles thématiques et aux nouveaux sujets du conflit, avait été révélée déjà au congrès précédent avec l'approbation d'une résolution sur le mouvement altermondialiste et sur la question LGBT (Lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels). Il n'y a pas beaucoup d'organisations marxistes révolutionnaires capables d'intégrer - ni même qui aspirent à cela - dans leur programme des questions qui furent à ce point controversées dans l'histoire du mouvement ouvrier. Au contraire, il n'y en a aucune autre.

Évidemment il faut garder le sens des proportions: nous parlons dans diverses parties du monde de petites organisa-

tions politiques, parfois de petits groupes, même si généralement il s'agit de collectifs militants insérés dans leur réalité nationale, sociale et politique. Mais le fait d'appartenir à un cadre international a permis de préserver jusqu'à présent une certaine vitalité et une capacité de maintenir le fil et la discussion commune. Et donc de répondre présents aux rendez-vous, tel celui de la possible convocation par le gouvernement vénézuélien d'un débat pour une Ve Internationale.

Le caractère propagandiste de cette proposition, ni la complexité d'une invitation

venant d'un chef de gouvernement, n'a échappé à personne. Mais en même temps, et cela a été souligné à plusieurs reprises, l'hypothèse confère une nouvelle crédibilité et une nouvelle visibilité à la conception de l'Internationale, au fait que cette dimension est décisive pour affronter la mondialisation capitaliste et sa crise. Et ce n'est pas un hasard si, à côté de la proposition de Chavez, existe une autre, promue par des Nords-Américains de la revue "Znet" et que, parmi ses premiers signataires, on voit Noam Chomsky, Michael Albert, Vandana Shiva, Michael Löwy, John Pilger et bien d'autres.

Le congrès a donc décidé de participer à ce débat tout en maintenant intact sa conception de l'Internationale, c'est-à-dire d'un organisme fondé sur un programme, une perspective commune (le renversement du capitalisme), la démocratie interne, l'efficacité sociale et l'indépendance absolue par rapport aux gouvernements. En même temps, l'appel de "Marea Socialista" de tenir une rencontre internationale à Caracas, en juin prochain, a été accueilli positivement.

De même, la question des mouvements sociaux a été au centre de la discussion, avec la participation au Sommet de Cochabamba sur le réchauffement climatique, convoqué par le président bolivien Evo Morales; les divers Forum sociaux - celui des Amériques à Asunción, le Forum social européen à Istanbul et le Forum mondial, en 2011, à Dakar -, le sommet eurolatinoaméricain à Madrid en mai prochain et celui contre l'OTAN à Lisbonne en novembre 2010. Une nouvelle impulsion a aussi été donnée à l'Institut de Formation et de Recherche d'Amsterdam, qui s'appuiera sur deux nouveaux centres "régionaux", dont l'importance symbolique saute aux yeux: celui de Manille (Philippines) et celui d'Islamabad (Pakistan).

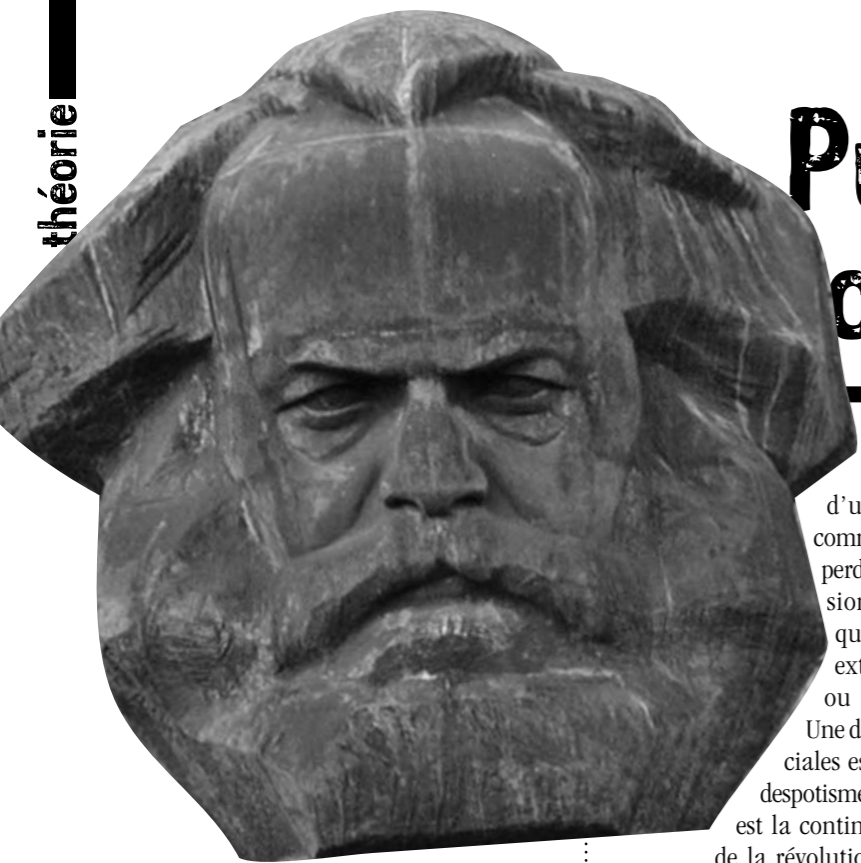
Sur le plan européen, outre l'importance mentionnée accordée aux sommets de Madrid et de Lisbonne, il s'agit de remettre en mouvement le processus de convergence de la gauche anticapitaliste qui, au-delà des formules et des formes, doit permettre de faire avancer la réflexion et, surtout, d'initier des campagnes politiques communes.

À ce propos, le congrès s'est prononcé en faveur de l'organisation de conférences thématiques permettant de discuter diverses questions en vue de prendre des initiatives communes. Le premier rendez-vous sera dédié à la crise économique et en particulier à la manière de s'opposer efficacement à trois de ses aspects : les licenciements, les attaques que subissent les systèmes des retraites et celles visant les services publics. ■

\* Salvatore Cannavò, membre du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale, fait partie de la direction de l'organisation italienne Sinistra critica (Gauche critique), qui lors de sa conférence nationale en novembre 2009 a décidé d'établir des relations de "solidarité politique" avec la IV<sup>e</sup> Internationale, y apportant sa contribution et son expérience historique propre. (Traduit de l'italien par JM)



www.flickr.com/photos/planeta\_roig/3856051193/in/photopool-358990@N23



# Puissances du communisme

par Daniel Bensäid

En hommage à notre regretté camarade Daniel Bensäid, décédé au début de l'année 2010, nous reproduisons ici la majeure partie de l'un de ses derniers textes de réflexion consacré à l'actualité et au sens du mot "communisme".

**1.** Les mots de l'émancipation ne sont pas sortis indemnes des tourments du siècle passé. On peut en dire, comme des animaux de la fable, qu'ils n'en sont pas tous morts, mais que tous ont été gravement frappés. Socialisme, révolution, anarchie même, ne se portent guère mieux que communisme. Mais, de tous les mots hier porteurs de grandes promesses et de rêves vers l'avant, celui de communisme a subi le plus de dommages du fait de sa capture par la raison bureaucratique d'Etat et de son asservissement à une entreprise totalitaire. La question reste cependant de savoir si, de tous ces mots blessés, il en est qui valent la peine d'être réparés et remis en mouvement.

**2.** Il est nécessaire pour cela de penser ce qu'il est advenu du communisme au XXe siècle. Le mot et la chose ne sauraient rester hors du temps et des épreuves historiques auxquelles ils ont été soumis. L'usage massif du titre communiste pour désigner l'Etat libéral autoritaire chinois pèsera longtemps beaucoup plus lourd, aux yeux du plus grand nombre, que les fragiles repousses

théoriques et expérimentales d'une hypothèse communiste. Le mot perd alors en précision politique ce qu'il gagne en extension éthique ou philosophique. Une des questions cruciales est de savoir si le despotisme bureaucratique est la continuation légitime de la révolution d'Octobre ou le fruit d'une contre-révolution bureaucratique, attestée non seulement par les procès, les purges, les déportations massives, mais par les bouleversements des années trente dans la société et dans l'appareil d'Etat soviétique.

**3.** On n'invente pas un nouveau lexique par décret. Le vocabulaire se forme dans la durée, à travers usages et expériences. Céder à l'identification du communisme avec la dictature totalitaire stalinienne, ce serait capituler devant les vainqueurs provisoires, confondre la révolution et la contre-révolution bureaucratique, et forclure ainsi le chapitre des bifurcations seul ouvert à l'espérance. Et ce serait commettre une irréparable injustice envers les vaincus, tous ceux et celles, anonymes ou non, qui ont vécu passionnément l'idée communiste et qui l'ont fait vivre contre ses caricatures et ses contrefaçons. Honte à ceux qui cessèrent d'être communistes en cessant d'être staliens et qui ne furent communistes qu'aussi longtemps qu'ils furent staliens!

**4.** De toutes les façons de nommer "l'autre", nécessaire et possible, de l'immonde capitalisme, le mot communisme est celui qui conserve le plus de sens historique et de charge programmatique explosive. C'est celui qui évoque le mieux le commun du partage et de l'égalité, la mise en commun du pouvoir, la solidarité opposable au calcul égoïste et à la concurrence généralisée, la défense des biens communs de l'humanité, naturels et culturels, l'extension d'un

domaine de gratuité (démarchandisation) des services aux biens de première nécessité, contre la prédation généralisée et la privatisation du monde.

**5.** C'est aussi le nom d'une autre mesure de la richesse sociale que celle de la loi de la valeur et de l'évaluation marchande. Le communisme est le nom d'un autre critère de richesse, d'un développement écologique qualitativement différent de la course quantitative à la croissance. La logique de l'accumulation du capital exige non seulement la production pour le profit, et non pour les besoins sociaux, mais aussi "la production de nouvelle consommation", l'élargissement constant du cercle de la consommation "par la création de nouveaux besoins et par la création de nouvelles valeurs d'usage": "D'où l'exploitation de la nature entière" et "l'exploitation de la terre en tous sens". Cette démesure dévastatrice du capital fonde l'actualité d'un éco-communisme radical.

**6.** La question du communisme, c'est d'abord, dans le Manifeste communiste, celle de la propriété: "Les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique: suppression de la propriété privée" des moyens de production et d'échange, à ne pas confondre avec la propriété individuelle des biens d'usage. Dans "tous les mouvements", ils "mettent en avant la question de la propriété, à quelque degré d'évolution qu'elle ait pu arriver, comme la question fondamentale du mouvement". Sur les dix points qui concluent le premier chapitre, sept concernent en effet les formes de propriété. Ces mesures tendent toutes à établir le contrôle de la démocratie politique sur l'économie, le primat du bien commun sur l'intérêt égoïste, de l'espace public sur l'espace privé. Il ne s'agit pas d'abolir toute forme de propriété, mais "la propriété privée d'aujourd'hui, la propriété bourgeoise", "le mode d'appropriation" fondé sur l'exploitation des uns par les autres.

**7.** Entre deux droits, celui des propriétaires à s'approprier les biens communs, et celui des dépossédés à l'existence, "c'est la force qui

Université d'été 2009  
du NPA: de gauche à droite, Daniel Bensäid  
et Edwy Plenel, ancien  
rédacteur en chef  
du Monde.



tranche", dit Marx. Toute l'histoire moderne de la lutte des classes, de la guerre des paysans en Allemagne aux révolutions sociales du siècle dernier, en passant par les révolutions anglaise et française, est l'histoire de ce conflit. Il se résout par l'émergence d'une légitimité opposable à la légalité des dominants. Comme "forme politique enfin trouvée de l'émancipation", comme "abolition" du pouvoir d'Etat, comme accomplissement de la République sociale, la Commune illustre l'émergence de cette légitimité nouvelle. Son expérience a inspiré les formes d'auto-organisation et d'autogestion populaires apparues dans les crises révolutionnaires: conseils ouvriers, soviets, comités de milices, cordons industriels, associations de voisins, communes agraires, qui tendent à déprofessionnaliser la politique, à modifier la division sociale du travail, à créer les conditions du dépérissement de l'Etat en tant que corps bureaucratique séparé.

**8.** Sous le règne du capital, tout progrès apparent a sa contrepartie de régression et de destruction. Il ne consiste in fine "qu'à changer la forme de l'asservissement". Le communisme exige une autre idée et d'autres critères que ceux du rendement et de la rentabilité monétaire. A commencer par la réduction drastique du temps de

travail contraint et le changement de la notion même de travail: il ne saurait y avoir d'épanouissement individuel dans le loisir ou le "temps libre" aussi longtemps que le travailleur reste aliéné et mutilé au travail. La perspective communiste exige aussi un changement radical du rapport entre l'homme et la femme: l'expérience du rapport entre les genres est la première expérience de l'altérité et aussi longtemps que subsistera ce rapport d'oppression, tout être différent, par sa culture, sa couleur, ou son orientation sexuelle, sera victime de formes de discrimination et de domination.

**9.** Le Manifeste conçoit le communisme comme "une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous". Il apparaît ainsi comme la maxime d'un libre épanouissement individuel qu'on ne saurait confondre, ni avec les mirages d'un individualisme sans individualité soumis au conformisme publicitaire, ni avec l'égalitarisme grossier d'un socialisme de caserne. Le développement des besoins et des capacités singuliers de chacun et de chacune contribue au développement universel de l'espèce humaine.

**10.** Le communisme n'est pas une idée pure, ni un modèle doctrinaire de société. Il n'est pas le nom d'un régime étatique, ni

celui d'un nouveau mode de production. Il est celui du mouvement qui, en permanence, dépasse/supprime l'ordre établi. Mais il est aussi le but qui, surgi de ce mouvement, l'oriente et permet, à l'encontre des politiques sans principe, des actions sans suites, des improvisations au jour le jour, de déterminer ce qui rapproche du but et ce qui en éloigne. A ce titre, il est, non pas une connaissance scientifique du but et du chemin, mais une hypothèse stratégique régulatrice. Il nomme, indissociablement le rêve irréductible d'un autre monde de justice, d'égalité et de solidarité; le mouvement permanent qui vise à renverser l'ordre existant à l'époque du capitalisme; et l'hypothèse qui oriente ce mouvement vers un changement radical des rapports de propriété et de pouvoir, à distance des accommodements avec un moindre mal qui serait le plus court chemin vers le pire.

**11.** La crise, sociale, économique, écologique, et morale d'un capitalisme qui ne repousse plus ses propres limites qu'au prix d'une démesure et d'une déraison croissantes, menaçant à la fois l'espèce et la planète, remet à l'ordre du jour "l'actualité d'un communisme radical" qu'invoqua Benjamin face la montée des périls de l'entre-deux guerres. ■

# L'OTAN et Karzai en quête de gentils Talibans

## Le Pakistan offre son aide en échange d'un Kaboul "amical"

↳ par Freddy De Pauw

L'OTAN et Hamid Karzai, frauduleusement réélu à la présidence de l'Afghanistan, tentent de sortir de l'impasse par tous les moyens possibles. L'argent est le nerf de la guerre: des crédits supplémentaires pour mener la guerre et de l'argent pour faire changer de bord les combattants talibans sont deux éléments de la "nouvelle stratégie". Dans le même temps Karzai a pu convaincre l'OTAN de négocier avec les Talibans (le scénario avait été mis au point bien à l'avance). Le président américain Barack Obama présente tout cela comme le prélude à un retrait complet. De qui se moque-t-il?

L'offensive de février dans la province de Helmand doit donner l'impression que les troupes américaines et leurs alliés occidentaux repoussent les Talibans sur le terrain. Officiellement, on présente les choses comme si un des derniers bastions des Talibans était tombé. Cela fait tellement penser à la guerre du Vietnam où les bulletins de victoire servaient surtout à alimenter l'auto-aveuglement.

Prenons l'exemple de Kandahar, la deuxième ville du pays, où seule une petite zone autour des domiciles du gouverneur et du frère de Karzai est sous le contrôle du gouvernement. Dans le reste de la ville, les Talibans patrouillent sans entrave. Il faut bien dire que la plus grande partie de la population voit ces Talibans comme un moindre mal par rapport aux dirigeants arrogants et corrompus du gouvernement.

Les Talibans et leurs alliés, parmi lesquels l'ultra-fundamentaliste Hezb-i-islami de Hekmatyar, ont en outre fortement renforcé leur implantation depuis un an hors de leurs bastions traditionnels du Sud et de l'Est. Les troupes allemandes ont pu en faire l'expérience dans la région de Kunduz où

ils devaient officiellement aider à construire des infrastructures comme des écoles pour filles, mais où leur raid meurtrier sur une foule a clairement démontré à la population allemande qu'elles prenaient part à une sale guerre.

### Vieilles ficelles

Le volet militaire de la "nouvelle stratégie" est cousu de vieilles ficelles. Augmenter et "afghaniser" les effectifs revient à répéter les errements de la guerre du Vietnam. Une armée afghane de 140.000 hommes devrait voir le jour en un temps record. Mais les bailleurs de fonds de cette option doutent de la fiabilité de ces hommes, ne fût-ce que parce qu'ils pourraient vendre leurs armes à l'ennemi. Leur motivation est très basse; ils supportent mal d'être perçus par une grande partie de la population comme des mercenaires de l'occupant.

Les vieilles ficelles caractérisent aussi le programme destiné à convaincre les combattants talibans de déposer les armes en échange d'argent pour démarrer une nouvelle vie. Ce programme existe en fait depuis longtemps, mais seuls 170 Talibans ont franchi le pas jusqu'ici. A Kaboul, on craint d'ailleurs que bon nombre d'Afghans se fassent passer pour des Talibans dans le seul but de recevoir de l'argent. De cette manière, on peut atteindre un chiffre convenable de "transfuges"...

### "Modérés"

Tout cela doit amener certains dirigeants talibans à entrer en dialogue. Un dialogue sur quoi? Officiellement, on veut les convaincre de prendre part à la démocratie afghane. Evoquer la démocratie afghane après la magouille des élections présidentielles ne semble pas très convaincant — outre le fait que ces Talibans ne sont pas de grands défenseurs des principes démocratiques. Enfin, ce qu'on veut dire c'est qu'ils

peuvent recevoir des postes importants dans le gouvernement à Kaboul, une partie du pouvoir. Certaines fuites (mais jusqu'où ne sont-elles pas des manipulations?) font état de discussions là-dessus en Arabie Saoudite ou par son entremise, un pays connu pour être une grande démocratie.

Le problème c'est qu'aucun Taliban n'y prête attention. Ils posent tous une condition préalable à un dialogue quelconque, à savoir que toutes les troupes étrangères quittent le pays. Vu que le régime de Karzai n'est rien sans ces troupes, les Talibans ne demandent en fait rien moins que la reddition du gouvernement.

Maintenant on veut parler avec tous les leaders talibans qui n'ont pas de liens trop étroits avec Al Qaeda. Cela suppose que les Nations-Unies renvoient leur liste des suspects du terrorisme, mais ça doit pouvoir se faire. On oublie un peu vite que les leaders talibans, après les attentats du 11 septembre 2001, avaient eux-mêmes proposé de négocier et de réexaminer leurs liens avec Al Qaeda à la lumière des preuves de son implication dans les attentats. A l'époque, on rejeta avec vigueur chaque offre de dialogue des Talibans. Une occasion manquée?

### Un petit coup de main

Obama compte sur "un petit coup de main de ses amis" en Europe, au Canada, en Australie... Mais ces amis sont fort peu enthousiastes. Le raid de Kunduz a provoqué un choc en Allemagne, les Eglises protestante et catholique sont en pointe contre la participation allemande à la guerre, le gouvernement préférerait la réduire progressivement. La pression américaine est intense, mais même le président français Sarkozy a ignoré la requête d'Obama. La participation à la guerre a provoqué une crise politique aux Pays-Bas, le Canada réduit ses effectifs et l'Australie suit.

Comment sortir de cette impasse? Peut-être avec un coup de pouce de l'état-major de l'armée pakistanaise. Le général en chef Ashfaq Parvez Kayani a fait début février, après sa visite à la concertation de l'OTAN, une déclaration publique digne d'intérêt. L'armée pakistanaise mène des opérations au Sud-Waziristan contre les Talibans qui opèrent en Afghanistan et leurs actions depuis ce territoire ont fortement diminué depuis lors, dit-il. C'était l'occasion pour lui de souligner l'efficacité potentielle de l'armée pakistanaise. Quitte à prendre quelques libertés avec les faits, car le Sud-Waziristan est confronté à des Talibans pakistanais qui sont surtout actifs au Pakistan même. Depuis le Nord-Waziristan, les Talibans redoublent d'activités en Afghanistan et l'armée pakistanaise leur laisse libre cours. On s'en occupera plus tard, dit Kayani.

Mais les intérêts vitaux du Pakistan étaient au cœur de son intervention. "Nous voulons que le Pakistan dispose d'une profondeur stratégique en Afghanistan", dit le général. L'Afghanistan doit avoir un gouvernement qui soit en bons termes avec le Pakistan — et pas avec l'Inde. Le Pakistan veut aider à mettre sur pied l'armée afghane (comme il le fit jadis pour les Talibans). Il vaudrait mieux que chacun tienne compte de la position clé du Pakistan dans la région, d'après Kayani.

### Chantage

On peut difficilement être plus clair. Obama ne pourra compter sur l'armée pakistanaise que s'il garantit l'installation d'un gouvernement ami en Afghanistan. Si Washington rechigne à payer ce prix, le Pakistan pourrait accorder son soutien aux Talibans afghans avec lesquels les services de renseignement de l'armée pakistanaise (ISI) ont conservé des liens très étroits. En d'autres mots: peu importe aux militaires pakistanais qui tire les ficelles en Afghanistan du moment qu'il ait de bons rapports avec le Pakistan. Et pas avec l'Inde.

D'importantes relations ethniques entrent également en ligne de compte. La grande majorité des Talibans sont des Pachtounes à l'instar des habitants de larges zones frontalières pakistanaises. Nombre de Pachtounes voient la frontière qui traverse le Pachtounistan comme un héritage colonial. Si le Pakistan joue la carte ethnique,

il n'en redoute pas moins l'émergence d'un nationalisme pachtoune qui menacerait l'intégrité territoriale du pays. Mais si le Pakistan veut un régime ami à Kaboul, il doit jouer la carte pachtoune vu que les autres groupes ethniques — Tadjiks, Hazaras, Ouzbeks et autres — ne veulent pas en entendre parler. L'Inde s'appuie là-dessus à la grande inquiétude du Pakistan.

### Sans espoir?

Qu'est-ce que la majorité de la population afghane peut bien attendre de tout cela? Elle est quantité négligeable pour la soi-disant "nouvelle stratégie". Le discours sur les droits de l'Homme, y compris les droits des femmes, est de plus en plus mis en sourdine. Le régime de Karzai y était déjà peu attentif et son ouverture vers les Talibans l'y rend carrément sourd.

Et qu'en est-il des troupes belges? Les politiciens qui, comme Dirk Van der Maelen (SP.a), engagent un débat là-dessus sont hélas très isolés dans la classe politique belge. Il est pourtant plus que temps de se demander ce que ces troupes font là-bas et s'il n'est pas opportun

de les rappeler d'urgence. Mais avec les ministres actuels des Affaires étrangères et surtout de la Défense, on danse comme Washington siffle. ■



↑ No Nato - Stop the war coalition manifestation lors du contre sommet de l'OTAN, 4 avril 2009 à Strasbourg.



# Yemen: de l'Arabie "Felix" à l'Arabie "Infelix"

♦ par Paul Vanden Bavière

Le Yémen, dans le coin sud-ouest de la presqu'île Arabique, est revenu dans l'actualité quand il est apparu que le Nigérien Farab Abdulmutallab, qui avait tenté, le jour de Noël, de faire exploser un avion en vol entre Amsterdam et Détroit, avait reçu sa formation, des instructions et la matière explosive au Yémen. Il devenait subitement clair qu'Al Qaeda avait pu y prendre solidement pied.

Les Romains appelaient le Yémen "Arabia felix", l'Arabie heureuse, parce que cette terre avec ses montagnes et précipitations était nettement plus favorisée que le désert auquel ils avaient donné le nom d'"Arabia petrea", l'Arabie pierreuse, dans ce qui est

maintenant l'Arabie Saoudite. Le pays, avec son architecture brillante qui n'a pas son égale au monde, n'est cependant plus, depuis longtemps, un pays "heureux". Il se bat depuis des années contre la pauvreté, la puissance des tribus autonomes en grande partie indépendantes (qui en profitent entre autres pour prendre des touristes en otage dans des conflits avec le gouvernement central de Sanaa), contre la rébellion et le sécessionnisme.

Néanmoins, le Yémen a un grand passé historique. La reine de Saba, qui d'après le récit biblique a rendu visite au roi Salomon à Jérusalem, a été un des souverains du royaume de Saba (950 av. J.C. à 115 après JC), qui devait sa gloire et sa richesse à la digue de Marib qui assurait une agriculture florissante. La fin de Saba est venue avec la ruine et la rupture de la digue.

Plus de 100 ans avant sa chute, le roi s'était converti au judaïsme et Saba fut pendant un siècle un état juif <sup>(1)</sup>.

Plus tard, les Yéménites se sont convertis à l'islam. Avec cette particularité que la majorité était des zéidites, une branche modérée du chiisme. Le reste de la population étaient des sunnites, qui suivent l'école de droit chafite. Traditionnellement, jusqu'en 1962, au Yémen les imams étaient des zéidites.

En 1517, les Ottomans, qui possédaient déjà à peu près tout le monde arabe, conquièrent le Yémen, mais ils furent chassés en 1936 sous l'impulsion des imams Qasimites, qui jouèrent un rôle important jusqu'au 19e siècle. Comme les dynasties précédentes, ils eurent à combattre le tribalisme et le particularisme local. Mais les Yéménites se sentaient néanmoins un peuple à part, qui ne devait pas nécessairement appartenir à un état unique.

Au 19e siècle, les temps "modernes" firent irruption lorsque les Ottomans revinrent et reconquirent Sanaa en 1872. Les Britanniques occupent le port d'Aden en 1839. Les Turcs et les Britanniques sont les fondateurs de la scission du pays en Yémen du Nord et du Sud, une division qui exista jusqu'en 1990. Dans le Nord, l'imam Yahya (1869-1948) a su tirer profit de la défaite de l'empire Ottoman dans la guerre 1914-1918 pour devenir le souverain du Nord. Son gouvernement et celui de son fils Ahmad peuvent difficilement être qualifiés autrement que d'obscurantistes. On raconte dans le monde arabe qu'Allah, après des milliers d'années, alla examiner les pays arabes et admira leurs réalisations. Mais il reconnut immédiatement le Yémen parce que celui-ci était resté tel qu'il l'avait créé.

Mais le Yémen n'échappa pas non plus au nationalisme arabe. Dans le Sud, il fut mené par des guérilleros marxistes contre les Britanniques qui abandonnèrent le pays en 1967. Sur quoi la République Populaire Démocratique du Yémen fut promptement fondée. Dans le Nord, l'imam Ahmad décéda en 1962. Des militaires en profitèrent pour renverser la monarchie. Il s'ensuivit une guerre civile, où l'Égypte du président Nasser soutenait les républicains avec des armes et des troupes tandis que l'Arabie Saoudite soutenait les royalistes. On s'attendait à ce que la république disparaisse rapidement après la défaite de l'Égypte dans la guerre des six jours de 1967 qui entraîna le retrait des troupes égyptiennes. Sanaa fut assiégée pendant des mois par les royalistes mais ils y renoncèrent en 1968. Le Yémen du Nord restait une république, la République Arabe du Yémen. Déjà alors, il était clair que le Yémen du Nord n'était pas un état ordinaire avec des camps nettement définis. On trouvait des zéidites et des sunnites dans les deux camps, sans parler d'alliés temporaires issus des diverses tribus.

Un tournant déterminant se produisit lorsque le militaire Ali Abdullah Saleh devint président – ce qu'il est encore maintenant. Lui-même d'origine zéidite, il promut le rapprochement avec les sunnites, si bien qu'à beaucoup d'endroits, la différence s'estompa. Saleh était bien le président, mais dans de grandes parties du pays, surtout dans les montagnes du Nord, son autorité était plutôt théorique. Des armes étaient présentes partout. Et on en faisait fortement usage. Quelques prédécesseurs de Saleh, tout comme

l'imam Yahya en 1948, avaient été assassinés. Et ailleurs dans le pays la violence était monnaie courante et tendance.

Saleh récolta bien un succès prestigieux lorsque le Nord et le Sud se fondirent en un seul état en 1990. Mais le succès ne dura pas longtemps, le Sud moins peuplé et ses dirigeants politiques furent minorisés et partiellement écartés. Le mécontentement des habitants du Sud, plus progressistes et moins religieux, qui étaient aussi habitués à plus de prévoyance sociale et à des subsides pour l'alimentation, grandit tellement qu'en 1994 ils menèrent une guerre de succession qui échoua. Lors de la reconquête, Saleh recourut aussi à des troupes auxiliaires islamiques, qui lors de la reconquête d'Aden ne démolirent pas seulement de fond en comble l'unique brasserie de la presqu'île Arabique mais pillèrent aussi fortement la ville.

Ces mêmes groupes islamiques, avec lesquels Saleh fit alliance, rendirent la vie très pénible à l'opposition dans le Nord. Sous l'influence du rigoureux wahhabisme, la version saoudienne du sunnisme, ces groupes devinrent de plus en plus anti-chiites et donc anti-zéidites. La partialité et le népotisme de Saleh et la corruption dans le pays contribuèrent à faire grandir le mécontentement.

Les perspectives sont fort sombres. Environ 70% des Yéménites vivent sous le seuil de pauvreté, 46% sont analphabètes et 40% chômeurs. La principale source de revenus du pays se trouve dans l'industrie pétrolière, qui a débuté seulement dans les années 1980.

Mais on s'attend à ce que les nappes soient déjà épuisées en 2017.

Les Zéidites, devenus entretemps une minorité (un tiers de la population), se sentirent traités injustement.

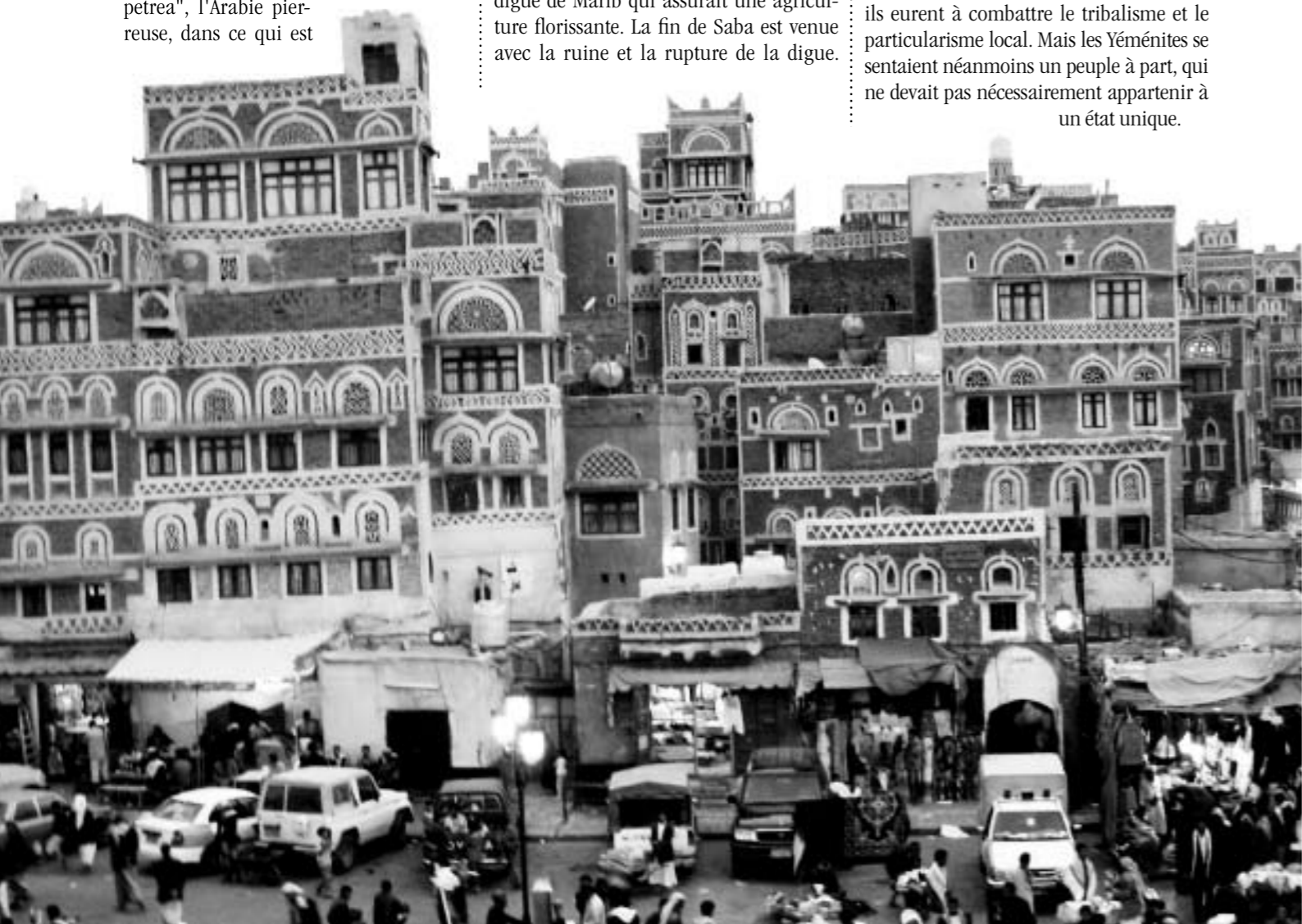
par le président. Et il y avait de quoi : dans leurs territoires, l'autorité dépense peu d'argent. Pas surprenant donc qu'en juin 2004, une révolte zéidite ait éclaté dans le Nord-Ouest sous la direction des frères al-Huthi, d'où le nom de Huthistes pour les rebelles. Six ans plus tard, le gouvernement n'a toujours pas réussi, malgré le soutien de l'Arabie Saoudite et des Américains, à casser la résistance.

Un deuxième souci pour le président Saleh est le mécontentement qui a grandi dans le Sud durant les dernières années. Des manifestations furent réprimées violemment, mais cela n'a fait que renforcer la résistance à Saleh. On parle de nouveau ouvertement de sécession.

En troisième lieu, le président a peu de pouvoir dans le Nord-Ouest du pays, en-dehors des territoires des rebelles zéidites. Et Al Qaeda en a profité pour y établir de nouvelles bases. C'est ainsi que le Yémen est devenu le refuge d'"Al Qaeda de la presqu'île Arabique". Un développement qui cause d'énormes soucis à l'Ouest. Et certainement maintenant qu'il semble exister des liens évidents entre les islamistes Yéménites et les islamistes Somaliens. Du coup, la sécurité dans le Golfe d'Aden et l'accès à la Mer Rouge – déjà menacée aujourd'hui par le détournement de navires de commerce et de pétroliers – est encore plus précaire. ■

(1) De semblables états juifs, issus de la conversion, existèrent aussi en Irak et au Caucase. Dans le Kurdistan irakien, il y a eu l'Adiabene, avec pour capitale Arbil, la capitale actuelle du Kurdistan, durant 100 ans, de 15 av. J.C. à 116. Dans le Caucase nordique, il y a eu le royaume Khazar, lorsque toute la population, pour ne pas devoir choisir entre le christianisme et l'islam, se convertit collectivement au judaïsme au 7e siècle. Ce royaume a existé jusqu'au 10e siècle.

< Président Saleh, Yemen



www.presidentisaleh.gov.ye/index.php?lng=en



# Le feu de la révolte

✦ par Guy Van Sinoy

Le vent de la révolte s'est levé en Iran depuis les élections présidentielles de 2009. Les nombreuses manifestations qui dénonçaient la fraude électorale ont été réprimées dans le sang. Mais la révolte n'est pas éteinte. Le 31e anniversaire de l'avènement de la République islamique, en février dernier, a donné lieu à de nouvelles manifestations. Comment expliquer cette montée des luttes en Iran? Quelles sont les forces qui animent le tréfonds de la société iranienne?

## Démographie, santé publique, éducation

La société iranienne d'aujourd'hui est très différente de celle du renversement du Shah en 1979. Le pays comptait 30 millions d'habitants en 1979, contre 70 millions aujourd'hui, dont plus de la moitié ont moins de 25 ans.

L'urbanisation s'est accélérée et la majorité des Iraniens vivent à présent dans les grandes villes (moins de 50% de citadins en 1979, 65% en 2002, plus de 70% aujourd'hui). Ce bouleversement a été favorisé par le développement du réseau routier, l'arrivée de l'eau potable et de l'électricité dans les campagnes. Des domaines réservés auparavant aux urbains (accès à la santé, enseignement) se sont ouverts aux populations rurales.

Les indices de développement culturel se sont fort améliorés depuis 1979: recul de l'analphabétisme, augmentation du nombre de diplômés universitaires. Avant 1979, plus de la moitié de la population iranienne ne savait ni lire ni écrire; aujourd'hui c'est moins de 15%. La proportion de femmes analphabètes est passée de 64% à 26% (18% dans les villes). Paradoxalement, c'est sous le régime des mollahs que les obstacles à l'éducation des filles ont été levés.

## Chômage et absence de libertés individuelles

Mais le régime s'est révélé incapable de répondre aux aspirations de la jeunesse. Le taux de chômage des moins de 25 ans s'élevait à 29% en 2005 (39% pour les femmes). L'absence de perspective d'avenir professionnel et l'absence de libertés individuelles, politiques, associatives provoquent la fuite des cerveaux vers l'étranger. Près de 250.000 ingénieurs et médecins iraniens sont partis vers les Etats-Unis.

Les réformes libérales entamées à partir de 1993 ont relégué aux oubliettes les aspirations de justice sociale clamées en 1979. Faute d'un parti ouvrier révolutionnaire capable de traduire sur le terrain politique les aspirations de la jeunesse, une bonne partie de celle-ci s'est retrouvée dans le soutien à des candidats bourgeois



évincés tels que Moussavi. Mais la force sociale alimentée par les contradictions sociales internes continue de monter et débouchera inévitablement sur une crise révolutionnaire.

## La base sociale des forces de répression

Face aux manifestations de masse, le régime a mobilisé les forces de répression. Les pasdarans (gardiens de la révolution) forment l'armée et comptent 125.000 hommes (infanterie, aviation, marine, blindés). Ils disposent d'unités secrètes (de 5.000 à 15.000 hommes) qui ont notamment aidé à la création du Hezbollah au Liban. Les bassidjis sont des milices islamistes chargées de la répression des manifestations (12 millions de membres dont un noyau dur de 90.000) présentes dans les universités, les entreprises et les ministères.

Ces forces de répression jouissent de privilèges sociaux. Les familles des bassidjis reçoivent des aides financières et disposent de quotas à l'université. Au lendemain de la guerre Iran-Irak, les pasdarans ont utilisé les moyens dont ils disposaient (matériaux, engins de travaux publics) pour se lancer dans les affaires: construction d'entreprises, travaux routiers, etc. Comme ils disposaient du monopole des armes, ils n'ont eu aucune difficulté à éliminer leurs concurrents. Aujourd'hui les pasdarans représentent une force économique considérable qui contrôle plus de 800 sociétés: armée (fabrication de missiles), construction (routes, barrages, mines), pétrole et gaz, télécommunications, chemin de fer.

## La marmite est sur le feu

La puissance économique des pasdarans suscite la réprobation dans d'autres secteurs de la bourgeoisie favorables à la République islamique: les commerçants du Bazar, certains secteurs du privé évincés par les pasdarans, des fractions politiques modérées. Et une partie de la base des pasdarans, issue de milieux pauvres, n'approuve pas l'orientation affairiste actuelle. Le feu couve donc sous la marmite iranienne. Pour l'instant le président Ahmadinejad et le guide suprême Khamenei sont assis sur le couvercle qui commence à leur brûler les fesses. Quand la marmite explosera, on les retrouvera probablement collés au plafond. ■

(Sources Le Monde et Le Monde Diplomatique)

# La crise, quelles crises?

## La crise, quelles crises?

Damien Millet et Éric Toussaint

Editions Aden, Cetim, Cadtm, Bruxelles-Genève-Liège, 2010, 285 pages, 20 euros

Ce livre analyse l'interconnexion entre les crises qui frappent le monde depuis plusieurs années (financière, économique, alimentaire, climatique, migratoire, institutionnelle...), en accordant une attention particulière au Sud de la planète, tout en étudiant en détail la situation au Nord où la crise s'est déclenchée. Un chapitre entier est consacré à la nouvelle crise de la dette en gestation au Sud. Un autre s'attarde plus longuement sur les causes de la crise alimentaire et notamment sur les fausses explications de cette crise.

A noter un chapitre particulièrement "croustillant" – "Face à la crise, Barack Obama confie les clés du coffre aux escrocs" – consacré aux "économistes" responsables de la dérégulation bancaire des années 1990, aujourd'hui appelés à diriger la "nouvelle politique" américaine.

Les auteurs ne se contentent pas d'analyser la crise, ils détaillent les résistances actuelles en Amérique latine et font des propositions alternatives. La cause de ces crises est structurelle, il s'agit d'éliminer le système capitaliste qui mène le monde droit dans le mur et à grande vitesse. Il est donc nécessaire d'imposer une démarche anti-capitaliste qui "intègre obligatoirement une dimension féministe, écologique, internationaliste et antiraciste". En lien avec l'analyse des expériences sud-américaines, l'auteur souligne la nécessité "fondamentale de mettre en place une relation interactive entre un gouvernement de gauche et le peuple, qui doit renforcer son niveau d'auto-organisation et construire d'en bas des structures de pouvoir populaire". L'ouvrage se termine par une description des évolutions du mouvement altermondialiste.

Le livre est complété par une chronologie sélective (1999-2009) et les chiffres de la dette. Ces deux éléments situés en fin

de livre permettent une réflexion sur la réelle marche du monde et illustrent parfaitement les analyses.

Ce livre est un outil à lire et relire pour mieux analyser le contexte actuel et à partager afin que nous nous mobilisions tous pour qu'une logique radicalement différente voie le jour, enfin soucieuse des droits fondamentaux des peuples, une logique anti-capitaliste!

## Banques qui pillent, banques qui pleurent

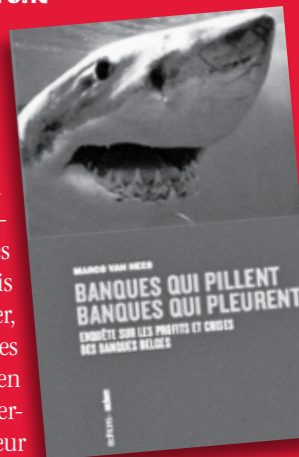
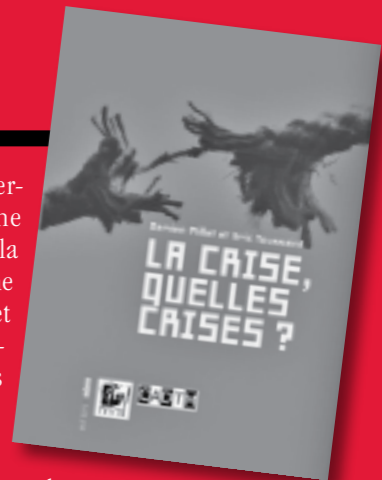
Marco Van Hees

Editions Aden, 300 pages, 20 euros

La première partie du livre ("Banques qui pillent") enquête sur les procédés qui ont permis aux banques de réaliser, ces dernières années, des profits gigantesques, bien loin de la bonne gouvernance de façade. L'auteur montre comment cet enrichissement s'est opéré, de façon légale mais aussi parfois illégale, au détriment des clients, du personnel et de l'État.

La seconde partie ("Banques qui pleurent") détaille les motifs de ces faillites annoncées. Pourquoi les directions des banques, qui pendant des années ont crié « au moins d'État », ont-elles exigé son intervention providentielle? Comment cette intervention de l'état s'est-elle faite – et cela doit nous préoccuper – avec un même irrespect des règles de droit et de bonne gestion?

L'ouvrage dévoile enfin les liaisons dangereuses tissées entre le monde politique et le monde bancaire. ■



# la gauche

comprendre le monde pour le changer



au travail, dans la rue, à la maison...



égalité Femmes/Hommes